

Mitec Telecom Inc.
RAPPORT ANNUEL 2010



MESSAGE DU PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL

Comme de nombreuses sociétés ouvertes à microcapitalisation dans le domaine de la technologie, Mitec est dans une situation où sa valeur sur le marché public est extrêmement sous-estimée. Au prix actuel du marché, si ses différentes unités d'exploitation étaient évaluées séparément, elles pourraient générer chacune une valeur équivalant à la capitalisation boursière actuelle de Mitec. Bien que les activités de la société aient montré les premiers signes de reprise, que des ententes d'approvisionnement aient été obtenues et que la société soit bien placée pour exploiter les possibilités d'un vaste marché, le cours de l'action continue de stagner. C'est pourquoi le conseil d'administration et les conseillers de Mitec n'ont ménagé aucun effort pendant le dernier exercice pour examiner des stratégies sur la manière de débloquer la valeur pour les actionnaires de Mitec.

Notre Comité fusions et acquisitions a étudié plusieurs possibilités d'acquisition, de ventes et de fusion et a mené des négociations actives portant sur plusieurs possibilités de transaction et de coentreprise. En outre, nous continuons d'appuyer la stratégie de la direction consistant à faire en sorte que Mitec occupe la position la plus favorable possible pour tirer parti de la demande phénoménale de capacité sans fil à large bande. Suite à l'impact sans précédent des téléphones intelligents sur la vie quotidienne des gens partout dans le monde.

En outre, le développement des relations de Mitec avec certaines des entreprises de télécommunication affichant la croissance la plus rapide au monde, lesquelles se préparent à intégrer la technologie LTE/4G de prochaine génération et la technologie pour la transmission de point-à-point en combinant la croissance du sans-fil et du satellite dans les régions éloignées difficiles d'accès en les connectant au monde sans fil, offre d'importants débouchés commerciaux à Mitec. Notre usine en Chine offre la plateforme idéale pour un volume de production élevé de diverses solutions et Mitec a été retenue à titre de fournisseur approuvé ou de source d'approvisionnement unique de plusieurs composantes clés qui sont essentielles pour ces entreprises.

Au cours du dernier exercice, Mitec a réussi à trouver du financement pour remplacer une partie de sa dette venant à échéance et à obtenir une ligne de crédit pour faciliter la gestion de sa trésorerie. La société continue de recevoir un appui considérable de la part des actionnaires, lesquels lui ont permis de survivre au cours des dernières années, malgré des conditions économiques très difficiles et un contexte d'exploitation également difficile pour Mitec. Il s'agit d'un vote de confiance envers la direction de la société et sa stratégie.

Malgré la réussite commerciale et l'attrait déjà exercé par la gamme de produits de Mitec, en raison de l'ambivalence généralisée à l'égard des investissements dans les sociétés ouvertes à microcapitalisation, il a été difficile d'obtenir des investissements, aussi bien pour développer nos activités que pour faciliter les possibilités de croissance. Ce sont des tendances qui ne sont pas exclusives à Mitec, mais elles constituent néanmoins des défis qui sont difficiles à surmonter dans le contexte actuel. Nous sommes persuadés pourtant que nous détenons la capacité nécessaire pour réussir à débloquer la valeur réelle de Mitec dans un avenir proche, et ce, grâce à notre direction dévouée et compétente et à l'expertise que nous pouvons cultiver avec notre conseil d'administration et nos conseillers. Nous remercions nos actionnaires de leur patience.



JEFFREY A. MANDEL

Président exécutif du conseil d'administration, Mitec Telecom Inc.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Mitec a dû relever d'importants défis pendant l'exercice 2010 alors que le ralentissement économique mondial continuait d'influer ses activités. Pendant cet exercice difficile, nous avons poursuivi nos efforts de maintien des coûts tout en développant de nouveaux produits. Cette stratégie a été très difficile à réaliser, mais elle a permis à Mitec d'être prête à saisir les différentes occasions qu'elle entrevoit pour l'exercice 2011 qui a commencé le 1er mai 2010.

Au cours du dernier exercice, Mitec a complété et lancé sur le marché sa nouvelle gamme de produits d'avant-garde MTX pour VSAT. Mitec constate maintenant une augmentation soutenue de la demande pour cette gamme de produits. Nous avons continué à axer nos efforts sur les solutions de couverture et sur l'élaboration de plusieurs nouvelles solutions de point-à-point, nous sommes maintenant bien positionnés afin de tirer avantage de la croissance future de ces gammes de produits.

Certes, la conjoncture économique demeure difficile, mais grâce à nos nouveaux produits et à la poursuite de nos efforts de contrôle des coûts, nous nous attendons à une nette amélioration en 2011.

Je remercie tout spécialement les membres de l'équipe Mitec qui sont restés mobilisés et axés sur leurs objectifs pendant cette période difficile. Sans leur dévouement et leur soutien, autant de réalisations importantes n'auraient pas été possibles.

Parmi les réalisations qu'il faut souligner, citons :

- L'élaboration d'une nouvelle gamme de produits de point-à-point et la finalisation de notre qualification par un important constructeur de systèmes qui est considéré comme le fournisseur de télécommunications affichant la croissance la plus rapide au monde;
- Le lancement de solutions de couverture additionnelles avec plusieurs gains majeurs en Amérique du Nord et dans des régions en développement du monde entier;
- La réception d'une importante commande de systèmes d'antennes à répartition pour un opérateur des États-Unis de première niveau;
- Le succès soutenu de notre gamme de produits MTX pour VSAT.

Malgré le contexte économique encore défavorable et un ralentissement des dépenses aux États-Unis, le rendement du segment des communications par satellite de la société est demeuré constant et nous continuons d'obtenir de bons résultats avec notre gamme MTX en raison des hausses de la demande de liaisons satellitaires sans fil dans les réseaux des pays émergents.

Les produits d'exploitation de Keragis ont été inférieurs à nos attentes, mais la finalisation de la qualification pour son SSPA à radar pulsé ainsi qu'un intérêt accru pour les produits de remplacement des amplificateurs à tubes tels le SSPA nous permettent d'être très optimistes pour 2011.

Pour 2011, nous prévoyons qu'il y aura de nombreux défis à relever, mais aussi de nombreuses occasions à saisir. Le défi consistera à exploiter ces possibilités. L'équipe Mitec, avec le soutien du conseil d'administration, est déterminée à tirer parti de ces possibilités et à livrer la meilleure valeur possible à ses investisseurs.



DANIEL PIERGENTILI

Président et chef de la direction, Mitec Telecom Inc.

RAPPORT DE GESTION

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société ») est un chef de file dans la conception et la fourniture de produits de radiofréquences (« RF ») et de solutions destinées aux secteurs des télécommunications et des communications par satellite et à divers autres secteurs. La Société sert une clientèle internationale composée de fournisseurs de réseaux qui intègrent ses produits à des réseaux sans fil à haut rendement utilisés pour la transmission de la voix et des communications de données/Internet, permettant ainsi la communication vers les usagers finaux partout à travers le monde. Ayant établi son siège social à Montréal, au Canada, la Société exploite également des installations aux États-Unis et en Chine. Mitec Telecom Inc. est inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole MTM.

Le présent rapport de gestion décrit, du point de vue de la direction de Mitec, les résultats que la Société a obtenus au cours de l'exercice terminé le 30 avril 2010. Ce rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour l'exercice terminé le 30 avril 2010 en comparaison avec l'exercice terminé le 30 avril 2009.

Ce rapport de gestion complète les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 30 avril 2010 sans en faire partie. Il vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activité et il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2010. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Ce rapport de gestion inclut l'information disponible jusqu'au 23 juillet 2010. Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR : www.sedar.com.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux événements futurs. Dans la mesure où des déclarations contenues dans ce document contiennent de l'information qui n'est pas de nature historique, ces déclarations sont essentiellement prospectives et souvent identifiées par des mots comme « anticiper », « prévoir », « estimer », « évaluer », « projeter », « planifier » et « croire ». Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats d'exploitation réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés. Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incertitude liée à la continuité de l'exploitation, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique « Risques et incertitudes » de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risques » de la notice annuelle datée du 23 juillet 2010.

Bien que la Société croit que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés, rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Société n'est pas dans l'obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Avant leur publication, les états financiers consolidés annuels de Mitec et ce rapport de gestion, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

PROFIL

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, la conception et la fabrication de produits et solutions qui soutiennent des technologies dans l'industrie en perpétuel changement que sont les télécommunications, sont divisées en deux principaux secteurs d'activités : les télécommunications sans-fil (« Télécommunications ») et les communications par satellite et terrestres (« Communications par satellite »).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de RF de pointe pour les stations de base sans-fil et cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données ainsi que certaines composantes-clés des communications multimédias qui connaissent présentement une croissance importante. Mitec travaille de très près avec ses clients, incluant certains des plus grands fournisseurs d'équipements de télécommunications qui connaissent une rapide croissance ainsi que les opérateurs de télécommunications spécialisés, afin de concevoir et fabriquer des solutions qui leur permettront d'accomplir leurs objectifs d'affaires respectifs. La capacité à pouvoir travailler en relation directe avec ses clients lors de l'étape de conception, combiné avec la capacité de la Société à pouvoir fabriquer à grand volume à partir de son site de fabrication localisé à Suzhou en Chine, permet à Mitec de se distinguer de ses concurrents. De plus, Mitec obtenu le statut de vendeur privilégié avec plusieurs intervenants globaux des télécommunications.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes utilisant les terminaux à très petite ouverture d'antenne (« VSAT »). Ce secteur génère aussi des produits de ses applications reliées aux amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide (« SSPA ») composées de plusieurs propriétés intellectuelles et protégées par des brevets, principalement pour les communications des gouvernements, des principales firmes d'intégration de communications militaires ainsi que les systèmes radar.

Mitec, dont la présence est établie et reconnue sur les marchés des télécommunications sans fil et par satellite de par son infrastructure et sa base de clientèle établie, est bien positionnée pour bénéficier de la croissance reliée au marché des télécommunications et continue à investir en dépenses de recherche et développement (« R&D ») afin de développer de nouvelles gammes de produits dans des secteurs où elle prévoit une forte croissance. La Société utilise sa flexibilité et l'expertise de son équipe d'ingénierie afin de solutionner les problèmes de bande passante, de vitesse, de capacité et de fiabilité reliés à la rapide croissance des télécommunications sans fil dont font face les sociétés de télécommunications partout dans le monde.

La Société possède un avantage compétitif dans le secteur militaire grâce à la technologie brevetée de SSPA de Keragis, une filiale dont elle favorise l'éclosion, adressant un marché potentiel de un milliard de dollars dans le domaine des applications militaires nécessitant des communications, micro-ondes ou par radar, de grande puissance et de large bande passante en plus de leur intégration physique et électrique. Cette technologie a des applications multiples et bien que le processus de qualification pour le marché militaire implique plusieurs étapes d'intégration ainsi qu'un long délai d'exécution, les opportunités se rapportant au cycle des ventes pour cette technologie existent pour une longue période une fois que la qualification et la sélection sont réalisées.

Le siège social de Mitec est situé à Montréal, au Canada et la Société possède d'autres exploitations à Suzhou (Chine) et à Poway (États-Unis). Au 30 avril 2010, la Société comptait 273 employés à l'échelle mondiale.

L'ANNÉE EN REVUE ET FAITS SAILLANTS

La période de 2009 à 2010 a été une période difficile pour l'ensemble de l'industrie des télécommunications à travers le monde. Les fabricants ont dû revoir leurs stratégies de vente afin de s'adapter aux exigences en constante évolution des clients devant composer avec des budgets réduits pour les immobilisations prévues. En même temps des changements technologiques étaient demandés par les clients pour répondre à la croissance dans la communication sans fil, la diffusion générale mais aussi des nouveaux réseaux sociaux de communication qui sont devenues une nouvelle partie de notre réalité quotidienne. De plus, la compétition mondiale a augmenté rapidement alimentée par des prix réduits, de nouvelles technologies ou des augmentations de capacité récemment développées ainsi que par les besoins d'intégration verticale. Le secteur des communications par satellite a aussi été confronté à des défis de taille durant cette période tentant de prendre de l'expansion tant en Amérique du Nord que dans les pays émergents afin de répondre à ces demandes. Bien que les opérations de la Société aient résulté en de larges pertes financières, elle a continué son engagement à long terme à demeurer compétitif et à fournir des solutions au design d'avant-garde. Le déficit dans les revenus s'est produit principalement dans le secteur des télécommunications, surtout à cause du manque de disponibilité de crédit et de capitaux qui n'ont pas pu supporter la croissance en infrastructure de télécommunication. Ce manque à gagner a commencé à diminuer dans la dernière partie de l'exercice puisque la Société a commencé à pénétrer de nouveaux marchés spécialisés tels que les solutions de couverture et les marchés de radio point-à-point et s'est établie comme un vendeur privilégié avec la compagnie de télécommunications reconnue pour sa croissance la plus rapide au monde en tant que fournisseur de composantes 4G d'Évolution à long terme clé (LTE). Du côté financier, et compte tenu d'un environnement de crédit difficile, la Société a réussi à obtenir du financement pour rembourser sa débenture convertible et elle a négocié une facilité de crédit importante pour satisfaire ses besoins en fonds de roulement. Enfin, après avoir résisté à la crise économique et financière au cours des 2 dernières années, la Société a réorienté sa stratégie vers le développement de produits et solutions innovateurs et abordables pour soutenir les besoins de ses clients.

Le 20 juillet 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu les premières commandes pour ses filtres à haute performance d'un important fournisseur de services de radio par satellite en Amérique du Nord pour une série d'essais dans son réseau mobile de radiodiffusion. Une fois que ces essais auront été menés à terme, Mitec s'attend à recevoir une série d'autres commandes au début de 2011. La fabrication de ces composantes aura lieu à l'usine chinoise de la Société.

Le 15 juillet 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu une commande d'une valeur d'environ 1,5 millions \$ pour ses amplificateurs à faible bruit en vue de soutenir la mise à niveau du réseau d'un fournisseur de télécommunications européen. L'équipement a été fabriqué à l'usine chinoise de la Société et sera livré au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2011.

Le 7 juillet 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu une première commande pour livraison avant le 31 juillet 2010 portant sur l'une de ses solutions de couverture novatrices. Ce nouveau client de Mitec est une entreprise canadienne en télécommunications. La solution 3G de Mitec permet aux entreprises de télécommunications de réduire leurs coûts d'exploitation tout en livrant des services de prochaine génération à un coût plus bas que celui des architectures de réseau actuelles.

Le 15 juin 2010, la Société a annoncé qu'elle avait procédé à ses premières livraisons en ce qui a trait aux composantes de réseaux 4G de prochaine génération fondés sur la technologie d'évolution à long terme (LTE) à une compagnie de télécommunications globale importante. Ces dernières devraient générer des produits d'exploitation d'environ 1,7 millions \$ au cours des prochains mois font partie d'une plus grande initiative prévue qui devraient se poursuivre au-delà de l'exercice 2011. Il est prévu que cette gamme de produits représentera une importante source de revenus pour Mitec dans les années à venir. Les composantes ont été produites à l'usine chinoise de la Société.

Le 16 mars 2010, Mitec a annoncé qu'elle avait reçu une importante commande à la suite de sa plus récente initiative en matière de R&D, un système réseau d'antennes distribuées (« DAS ») double-bande. Mitec est confiante qu'elle recevra d'autres commandes bien plus importantes que cette commande initiale et qu'elle constituera un excellent point de référence pour la Société pour concevoir d'autres applications pouvant tirer partie de cette technologie. Les DAS contribuent à résoudre les problèmes dans les régions où la capacité de réseau existante est surchargée en fournissant une alternative aux défis d'espace et de zonage règlementée pour les opérateurs désirant offrir une solution de réseau de couverture dans de hautes régions de grands trafics, comme les régions métropolitaines.

Le 4 mars 2010, la Société a annoncé qu'elle avait obtenu une facilité de financement de comptes clients d'un montant de 2,5 millions \$ d'une institution financière canadienne qui se spécialise dans l'aide aux petites et moyennes entreprises en phase de croissance. Cette facilité, qui est soumise à des conditions générales, a servi à soutenir les besoins en fonds de roulement de Mitec et les occasions de croissance.

Le 11 février 2010, la Société a annoncé la réception d'une nouvelle commande pour sa gamme convertisseur-élévateur de fréquences ("BUC") MTX pour VSAT. L'équipement est intégré à un système de liaison pour réseau cellulaire GSM en Amérique du Sud dans le cadre d'un projet gouvernemental visant à élargir la couverture offerte aux régions rurales de ce pays. Cette commande d'équipements de la gamme MTX que Mitec venait de lancer a permis à Mitec de faire son entrée sur un nouveau territoire.

Le 21 janvier 2010, la Société a annoncé qu'elle avait été choisie comme fournisseur principal pour sa solution de guides d'ondes flexibles par l'un des plus grands fournisseurs de télécommunications au monde. Cette entente d'approvisionnement s'appliquait spécifiquement aux systèmes diplexeurs de radio point-à-point (« diplexeurs ») et a généré par la suite des commandes de plus de 1,5 millions \$; le tout devant atteindre 2,0 millions \$ tel qu'initialement prévu à l'entente.

Le 19 janvier 2010, la Société a annoncé qu'elle avait été choisie comme principal fournisseur de diplexeurs par l'un des plus importants fournisseurs d'équipement de télécommunications au monde. En date du 23 juillet 2010, l'accord avait produit 0,5 million \$ de revenus et la Société maintient sa prévision de plus de 3,0 millions \$ pour cette année. La Société s'est préparée pour la production de volume afin de réaliser cette opportunité efficacement.

Le 29 octobre 2009, la Société a annoncé qu'elle avait conclu un placement privé sous forme de débentures convertibles. Des actionnaires nouveaux et actuels de Mitec, notamment les plus importants investisseurs institutionnels de la Société, ont pris part au financement. Le produit de ces débentures a été utilisé principalement à rembourser des débentures convertibles qui venaient à échéance le 17 octobre 2009 et pour augmenter le fonds de roulement. Les débentures sont convertibles en actions ordinaires de Mitec au montant de 0,06 \$ par action ordinaire et portent intérêt à 12 % par année pour une période de deux ans.

Le 26 octobre 2009, la Société a annoncé qu'elle avait débuté la livraison d'un nouvel amplificateur d'impulsions à haute puissance conçu pour un client du secteur militaire des États-Unis dans le cadre d'un important programme de communications. Les premières livraisons d'une valeur de plus de 400 000 \$ mettaient à contribution la filiale de la Société, Keragis.

Le 21 octobre 2009, la Société a annoncé qu'elle avait prorogé l'échéance de 4 650 000 bons de souscription d'actions ordinaires émis dans le cadre d'un placement privé conclu le 18 octobre 2006 (originellement prorogée le 3 octobre 2008, et une seconde fois le 16 mars 2009 à un prix d'exercice de 0,10 \$) et de 18 952 279 bons de souscription d'actions ordinaires émis dans le cadre d'un placement privé conclu le 30 mars 2007 (originellement prorogée le 16 mars 2009 à un prix d'exercice de 0,22 \$) de douze mois additionnels, soit jusqu'au 30 octobre 2010.

Le 27 août 2009, la Société a annoncé qu'elle avait obtenu deux nouvelles commandes d'un client d'Afrique pour des équipements de sa nouvelle gamme de produits récemment lancée de BUC pour VSAT, qui permet d'augmenter la couverture des réseaux de téléphonie. Mitec a aussi reçu une commande pour un réseau commuté d'une grande station terrienne de télécommunication, lequel sera utilisé dans le cadre d'un programme d'expansion d'une liaison satellitaire de type montante en Asie.

Le 6 août 2009, la Société a annoncé qu'elle avait reçu une commande d'approximativement 1,0 million \$ pour une nouvelle solution spécialisée qu'elle avait développée et qui améliore la performance des réseaux existants. Le projet a bénéficié des dernières percées technologiques de la Société afin de permettre la mise à niveau d'un réseau de communications existant situé à Dryden en Ontario qui faisait face à des problèmes de performance. Les produits de Mitec comme amplificateurs à ondes multiples montées sur tours (« TMB ») et DAS ont permis de régler ces problèmes et, grâce au support de l'équipe de Dryden Municipal Telephone System/Dryden Mobility, ont démontré avec succès que les réseaux existants pouvaient faire l'objet de mise à niveau et rencontrer les exigences les plus sévères des utilisateurs du sans-fil d'aujourd'hui.

Le 29 juillet 2009, la Société a annoncé des engagements de la part de clients visant la technologie brevetée SSPA de Keragis qui devraient totaliser près de 3,0 millions \$, dont un bon de commande de 700 000 \$ US du département de la Défense des États-Unis. De plus, Mitec s'est qualifié pour participer à un programme de 2,0 millions \$ US piloté par un important intégrateur de systèmes américain œuvrant également dans le domaine des communications militaires.

Le 26 mai 2009, la Société a lancé un nouveau site Web en mandarin. Ce nouveau site Web démontre l'engagement de Mitec à servir le marché chinois, puisqu'il permettra à la Société d'offrir ces services beaucoup plus efficacement à l'échelle locale.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES

Le tableau suivant présente les principales informations financières qui sont dérivés des états financiers consolidés vérifiés des trois derniers exercices:

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	2010 \$	2009 \$	2008 \$
Chiffre d'affaires	25 424	40 348	36 176
Bénéfice brut	3 668	8 512	8 118
Frais de recherche et développement	3 559	4 369	4 519
Frais de vente et d'administration	6 712	7 510	7 374
Perte nette	(11 447)	(4 608)	(6 421)
Perte nette par action			
- De base et diluée	(0,05)	(0,02)	(0,03)
Total de l'actif	20 704	30 321	40 043
Dette à long terme	1 157	1 215	1 124
Trésorerie et placements à court terme	2 067	4 666	4 861

RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LA PÉRIODE DE DOUZE MOIS TERMINÉE LE 30 AVRIL 2010

Chiffre d'affaires

Pour la période de douze mois terminée le 30 avril 2010 le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 25,4 millions \$, une diminution de 37 % ou 14,9 millions \$, par rapport à 40,3 millions \$ l'année précédente. La diminution du chiffre d'affaires de la Société est largement imputable à une diminution de 10,3 millions \$ dans le secteur Télécommunications enregistrée au cours des six premiers mois de l'exercice 2010 comparée à la même période de l'exercice précédent lorsque le déploiement des réseaux traditionnels sans fil demeurait élevé dans les pays émergents.

En plus d'avoir à gérer ses opérations pendant une période de crise économique sans précédent alors que la disponibilité de crédit n'était pas encline à supporter les programmes d'expansion majeurs dans le secteur des télécommunications globales, la Société a aussi initié un changement planifié depuis longtemps dans sa stratégie des ventes sans fil en introduisant une nouvelle série de gammes de produits, qu'elle avait développée dans les années précédentes et qu'elle avait prévue lancer dans son plan de restructuration général alors que la crise économique continuait de sévir.

Le fait que la Société développe des technologies de prochaine génération et fabrique des produits qui permettent de réduire les coûts en permettant une plus large bande passante constitue une raison importante pour que les clients, aux prises avec des contraintes budgétaires, continuent d'acheter des équipements afin de répondre à la demande de sa clientèle. De plus, la Société bénéficie d'une large répartition géographique de sa clientèle qui n'est pas dépendante exclusivement d'une région spécifique ce qui permet à la Société de prendre avantage de la reprise économique lorsque qu'elle apparaît dans une région ou l'autre. Conséquemment, la Société a commencé à percevoir une amélioration dans la demande pour ses produits.

La Société a développé de nouvelles lignes de produits sur le marché du sans-fil afin de répondre à la demande toujours croissante de bande passante de même qu'à la solution de problèmes d'interférence sur les réseaux par les équipementiers et les opérateurs de réseaux sans-fil et ainsi permettre de se différencier face à la compétition actuelle mondiale. Le lancement de nouveaux produits et solutions tels que les diplexeurs, les TMB combinés aux amplificateurs de puissance élevés ainsi que les DAS contribuera aux revenus de télécommunications dans le futur. De plus, la Société s'est établie sur le marché des opérateurs en Amérique du Nord afin d'accroître sa base de clientèle en Amérique du Nord et a continué d'améliorer sa relation avec ses clients asiatiques dont l'un des plus importants fournisseurs d'équipement de télécommunications au monde. Mitec s'est qualifié auprès de ce fournisseur pour plusieurs larges programmes à long terme incluant les composantes de réseaux 4G de prochaine génération qui seront utilisées pour établir les réseaux 4G dans le monde au cours des prochaines années et les radios de point à point qui assurent une plus grande vitesse ainsi que des solutions à la capacité de transmission pour le marché des télécommunications, puisque la demande pour augmenter la bande passante mobile et l'utilisation des spectres existants devient plus rare et trop coûteux à développer. Mitec va continuer ses initiatives de R&D et de marketing afin de lancer ces nouveaux produits et solutions.

Les ventes du secteur Communications par satellite ont diminué de 2,5 millions \$, ou 12,0%, pour atteindre 18,0 millions \$ par rapport à l'année précédente. La Société a réussi à augmenter sa pénétration sur le marché VSAT grâce au lancement de nouveaux produits qui ont suscité beaucoup d'intérêts et ont été établis comme la gamme standard de produits. Cette gamme de produits a différencié la Société de sa compétition. Bien que la comptabilisation des frais de R&D et de marketing ait eu un impact sur leur rentabilité initiale en phase de lancement, la Société s'attend à un accueil favorable à long terme de ces produits par ses clients.

Les compagnies de technologie font face à des sérieux défis puisque les nouvelles technologies ont une vie utile de courte durée. Les nouveaux produits introduits par la compétition forcent la direction à convertir rapidement le positionnement de ses produits nouvellement lancés pour faire face aux défis liés à l'image, l'efficacité en termes de coût et le maintien de parts de marché. En outre, puisque la technologie exige un dixième du cycle de développement traditionnel par rapport à d'autres industries et doit être lancée dans le monde entier, l'exercice fiscal 2010 s'est avéré être une année très occupée et stimulante pour la Société afin d'établir un équilibre entre des mesures de réductions des coûts d'opérations et l'introduction de nouvelles solutions.

Distribution géographique

	Amérique du Nord	Europe	Asie	Autre
2010	49%	21%	15%	15%
2009	37%	17%	33%	13%
2008	33%	24%	32%	11%

BÉNÉFICE BRUT

Le bénéfice brut pour l'exercice 2010 a diminué de 4,8 millions \$ à 3,7 millions \$ comparativement à 8,5 millions \$ l'année précédente. Cette diminution est le résultat d'une combinaison de facteurs dont une meilleure absorption des frais fixes liée à un plus fort volume de ventes au cours de la première moitié de l'exercice financier, celle-ci a malheureusement été contrebalancée par un faible volume des ventes au cours de la seconde moitié causé par les effets de la récession mondiale, qui a entraîné des réductions dans les dépenses en capital de télécommunications et a entravé la stratégie de la Société de lancement de nouveaux produits. Les autres facteurs qui ont influencé la variation à la baisse du bénéfice brut considèrent les frais importants requis d'adaptation pour les lignes de production concernant ces nouveaux produits. Le bénéfice brut du secteur Télécommunications pour l'exercice 2010 a été de 0,2 million \$ négatif, une baisse de 3,1 millions \$ lorsque comparé à l'exercice 2009 où il se situait à 2,9 millions \$. Le bénéfice brut du secteur Communications par satellite a connu une diminution de 1,7 millions \$, passant de 5,6 millions \$ à l'exercice 2009 à 3,9 millions \$ durant l'exercice courant.

(en milliers de dollars, à l'exception du pourcentage)	2010 \$	2009 \$	2008 \$
Télécommunications	(207)	2 874	2 853
% du chiffre d'affaires	(2,8%)	14,5%	19,2%
Communications par satellite	3 875	5 638	5 265
% du chiffre d'affaires	21,4%	27,4%	24,7%

FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de R&D, réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour l'exercice 2010 ont été de 3,6 millions \$ comparés à 4,4 millions \$ pour l'exercice 2009. Cette diminution est imputable à la réduction des investissements dans le secteur des communications sans-fil puisque ces produits entament les dernières étapes d'approbation. Cette baisse a été en partie compensée par l'augmentation des dépenses de R&D dans le développement des nouveaux produits pour le marché militaire réalisé par sa filiale américaine Keragis. La Société a l'intention de maintenir la R&D directement ou indirectement, pour assurer que son investissement génère une rentabilité à long terme acceptable. Au cours des deux derniers trimestres, plusieurs nouvelles gammes de produits ont été introduites et entrent maintenant dans la phase de ventes commerciales. Toutefois, étant donné que certaines opportunités nécessitent parfois une personnalisation des produits pour les clients, un effort additionnel en R&D peut être requis. La Société a continué de supporter sa croissance et a maintenu ses investissements en R&D dans chacune de ses lignes de produits afin de demeurer en avant de la compétition et de promouvoir la disponibilité de ses nouveaux produits destinés aux opérateurs de réseaux de télécommunications ainsi qu'à l'industrie des télécommunications sans fil, mobile et fixes. La Société a aussi poursuivi ses efforts de développement de produits de programmes clés pour les marchés reliés aux VSAT ainsi qu'aux programmes militaires américains.

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les frais de vente et d'administration de la Société pour l'exercice 2010 ont été de 6,7 millions \$ comparativement à 7,5 millions \$ pour l'exercice 2009. Cette diminution résulte des initiatives de réductions de coûts à travers toute l'organisation qui ont été implantées durant l'exercice ainsi que par la diminution de l'amortissement des actifs incorporels suite à la dépréciation reconnue en 2009.

CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières ont atteint 0,8 million \$ durant l'exercice courant comparativement à 0,9 million \$ pour l'exercice 2009. Cette diminution est le résultat d'une combinaison de facteurs incluant les intérêts sur les débetures convertibles ainsi que la charge de désactualisation du passif à long terme.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Le montant de la charge constaté au cours de l'exercice à titre de rémunération à base d'actions s'est élevé à \$0,2 million pour l'exercice 2010 soit une diminution de 0,4 million \$ comparativement à l'exercice précédent. La Société a émis seulement 500 000 options d'achat d'actions pendant l'exercice 2010 comparativement à 1 380 000 pour la même période de l'exercice précédent. La Société fait une estimation de la juste valeur des options d'achat d'actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 30 avril 2010, 15 308 750 options d'achat d'actions étaient en circulation dont 13 578 050 étaient exerçables. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour passer en charges les options d'achat d'actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options d'achat d'actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des immobilisations corporelles selon le plan stratégique de la Société et le contexte commercial dans lequel elle évolue. Au cours de l'exercice, la Société a déterminé que la valeur comptable de certains actifs composés principalement de matériel, outillage, mobilier et agencements n'avaient plus aucune valeur. En conséquence, les immobilisations corporelles avec une valeur comptable de 34 000 \$ (2009 – 431 000 \$) ont été radiées. Au cours de l'année, un gain à la cession d'immobilisations corporelles de 26 000 \$ (2009 – une perte de 39 000 \$) a été comptabilisée.

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS INCORPORELS

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable du portefeuille d'actifs incorporels quand elle décèle un signe de baisse de valeur. Durant l'exercice, la Société a déterminé que la baisse de la valeur boursière de la Société représente un événement significatif qui laisse croire que certains actifs incorporels pourraient ne plus avoir de valeur. La direction a effectué un test de dépréciation en date du 30 avril 2010 en se basant sur une analyse des coûts pour évaluer la juste valeur. L'évaluation a été réalisée par un évaluateur indépendant. Suite à l'analyse, la Société a conclu que la valeur comptable de certains actifs incorporels résultant de l'acquisition de Keragis n'avait plus aucune valeur. En conséquence, la liste des clients avec une valeur comptable de 369 000 \$ et les technologies brevetées avec une valeur comptable de 355 000 \$ ont été dépréciées. En 2009, la Société a enregistré une dépréciation de 50 000 \$ de la valeur de ses marques de commerce.

DÉPRÉCIATION DE L'ÉCART D'ACQUISITION

Le test annuel de dépréciation de la valeur de l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition Keragis a été effectué le 30 avril 2010. Suite à une évaluation indépendante, une dépréciation de 1 991 000 \$ (2009 – 1 607 000 \$) a été comptabilisée.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Société a encouru une charge d'impôt de 0,1 million \$ au cours de l'exercice 2010 relié à l'ajustement d'impôts lié aux pertes et à l'effet de la comptabilisation de l'avantage lié aux pertes comparativement à un recouvrement de 0,6 million \$ pour l'exercice de 2009 qui a été renversé suite à la dépréciation reconnue pendant l'exercice financier actuel.

PERTE NETTE

Pour l'exercice 2010, la perte nette s'est chiffrée à 11,4 millions \$, ou 0,05 \$ par action, une augmentation de 6,8 millions \$ comparativement à une perte de 4,6 millions \$, ou 0,02 \$ par action, pour l'exercice 2009. Cependant, les résultats de l'exercice 2010 comprennent une imputation comptable de 2,7 millions \$ pour la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs intangibles associés à une acquisition antérieure de Mitec aux États-Unis. N'eût été de cet ajustement comptable, la perte nette enregistrée pour l'exercice 2010 aurait été réduite de 8,7 millions \$ principalement attribuable à un bénéfice brut moindre suite à la réduction rapide du chiffre d'affaires au cours de l'exercice, combiné avec les coûts associés au lancement des nouvelles gammes de produits, tel que décrit précédemment. La direction est persuadée que ses nouvelles gammes de produits, que le programme de compression des dépenses mis en place et l'amélioration générale des conditions commerciales, combinés avec le mandat de la Société pour identifier et évaluer les différentes opportunités dans le marché sans fil constituent la base pour l'amélioration de ses résultats.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le chiffre d'affaires et les résultats d'exploitation de la Société fluctuent d'un trimestre à l'autre, ou d'une année à l'autre, basé sur les besoins des clients et le calendrier des commandes. La Société a connu des fluctuations dans sa revue trimestrielle des résultats d'exploitation et s'attend à ce que ces fluctuations puissent continuer d'exister. L'exercice 2010 a été une période extraordinairement difficile à prédire pour la Société compte tenu de période de volatilité pour l'économie globale alors que le financement et les sources de crédit étaient difficiles à obtenir pour les fournisseurs dans le domaine des télécommunications. De plus, certaines ventes de la Société sont sujettes à des risques technologiques importants. En conséquence, la préparation des états financiers de la Société repose sur des estimations faites par la direction du chiffre d'affaires et des coûts requis afin de compléter les commandes. Bien que l'objectif de la direction soit d'assurer la rentabilité à long terme de la Société, il ne peut y avoir aucune assurance que le niveau de rentabilité ne variera pas considérablement selon les périodes trimestrielles ou annuelles.

Les niveaux de dépenses de la Société reposent en grande partie sur ses attentes en matière de chiffre d'affaires futur relatifs aux divers programmes auxquels la Société est impliquée. En conséquence, la Société peut ne pas être capable de modifier le niveau des dépenses en temps opportun pour compenser toute diminution inattendue du chiffre d'affaires et la Société pourrait augmenter ses dépenses de façon anticipée afin de répondre à une augmentation du chiffre d'affaires prévue. Toute diminution importante du chiffre d'affaires pourrait donc avoir un effet significatif sur les résultats d'exploitation de la Société.

	2010				2009			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	6 358	5 161	7 198	6 707	6 927	7 922	10 568	14 931
Bénéfice brut	955	861	817	1 035	1 083	1 897	2 366	3 166
Frais de recherche et de développement	777	1 031	683	1 068	1 137	1 054	1 151	1 027
Frais de vente et d'administration	1 794	1 670	1 772	1 476	2 087	1 626	1 972	1 825
Profit net (perte nette)	(5 236)	(2 305)	(1 837)	(2 069)	(3 108)	(360)	(1 195)	55
Profit net (perte nette) par action :								
- De base et diluée	(0,02)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,00)	(0,01)	0,00
Dépenses non-récurrentes :								
- Dépréciation des immobilisations corporelles	34	—	—	—	80	—	351	—
- Dépréciation de l'écart d'acquisition	1 991	—	—	—	1 607	—	—	—
- Dépréciation des actifs incorporels	724	—	—	—	50	—	—	—
Total de l'actif	20 704	23 703	26 585	29 118	30 321	36 244	39 230	44 027
Dette à long terme	1 157	1 041	955	1 316	1 215	1 116	1 057	1 067
Trésorerie et placements à court terme	2 067	2 217	2 458	3 344	4 666	4 040	5 255	3 324

Les informations pour chaque secteur pour les trois mois terminés les 30 avril se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	2 048	2 207	4 310	4 720	6 358	6 927
Coût des ventes	2 191	2 370	3 212	3 474	5 403	5 844
Bénéfice brut (perte brute)	(143)	(163)	1 098	1 246	955	1 083

Les informations pour chaque secteur pour les douze mois terminés les 30 avril se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	7 378	19 774	18 046	20 574	25 424	40 348
Coût des ventes	7 585	16 900	14 171	14 936	21 756	31 836
Bénéfice brut (perte brute)	(207)	2 874	3 875	5 638	3 668	8 512

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé pour le quatrième trimestre terminé le 30 avril 2010 a atteint 6,4 millions \$, représentant une diminution de 8 % par rapport à la même période l'an dernier. La diminution du chiffre d'affaires de la Société est imputable à la dernière phase d'un réalignement de la stratégie des communications par satellite suite au lancement récent de la gamme de produit MTX intégrée dans la gamme de produits de la Société. Cette nouvelle gamme de produits MTX remplace la gamme existante WTX. Le secteur Satcom a été aussi négativement affecté par des délais dans le processus de commandes dans le secteur militaire. Il est prévu que ces retards seront rattrapés dès que les budgets des gouvernements et les budgets de dépenses militaires seront approuvés. Les livraisons du secteur Télécommunications ont été de 2,0 millions \$, soit une diminution de 0,2 million \$ ou 7 % pendant le quatrième trimestre comparativement à la même période l'année précédente. La Société a bénéficié de la première phase de pénétration sur les marchés de sa nouvelle gamme de produits de diplexeurs récemment développée et commercialisée pendant l'exercice. Le secteur Communications par satellite, qui a dégagé 68 % du total des produits d'exploitation, a diminué de 0,4 million \$ à 4,3 millions \$ ou 9 %, comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2009.

	2010				2009			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	2 048	1 140	2 003	2 188	2 207	3 100	4 073	10 394
% du total du chiffre d'affaires	32,2%	22,1%	27,8%	32,6%	31,9%	39,1%	38,5%	69,6%
Satcom	4 310	4 021	5 196	4 519	4 720	4 822	6 495	4 537
% du total du chiffre d'affaires	67,8%	77,9%	72,2%	67,4%	68,1%	60,9%	61,5%	30,4%

Bénéfice brut

Le bénéfice brut pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010 s'élevait à 1,0 million \$, une baisse de 0,1 million \$ comparative-ment aux 1,1 millions \$ enregistrés au quatrième trimestre de l'exercice 2009. Bien que la Société a su mettre en œuvre un programme de contrôle des dépenses au cours du trimestre précédent, le bénéfice brut a été affecté une variété de facteurs internes et externes qui ont diminué le chiffre d'affaires, tels que de nouvelles introductions de produit et le retrait des produits existants, les retards dans les dépenses des gouvernements ainsi que la difficulté à accéder au crédit pour les dépenses en capital. Ces facteurs ont réduit l'absorption des frais généraux. Malgré cette conjoncture économique, la Société a poursuivi son programme de déploiement de nouveaux produits qui comportent des marges bénéficiaires plus faibles lors de la période d'introduction en raison des coûts importants associés au degré de complexité des nouveaux produits mais aussi à cause des changements requis aux lignes de production au début de stade de commercialisation. Cependant, la réduction des dépenses a permis de limiter l'impact sur le bénéfice brut. Le bénéfice brut du secteur Télécommunications a été de 0,1 million \$ négatif au cours du quatrième trimestre du présent exercice financier, une amélioration de 0,1 million \$ par rapport au bénéfice brut de 0,2 million \$ négatif pour la même période l'an dernier. Le bénéfice brut du secteur Communications par satellite a subi une baisse de 0,1 million \$, passant de 1,2 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2009 à 1,1 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2010.

	2010				2009			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	(143)	(154)	(48)	138	(166)	382	571	2 087
% du total du chiffre d'affaires	(7,0%)	(13,4%)	(2,4%)	6,3%	(7,5%)	12,3%	14,0%	20,1%
Satcom	1 098	1 015	865	897	1 247	1 515	1 795	1 081
% du total du chiffre d'affaires	25,5%	25,2%	16,6%	19,8%	26,4%	31,4%	27,6%	23,8%

Frais de recherche et développement

Les frais de R&D, réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010 ont diminué de 31 %, passant de 1,1 millions \$ lors du quatrième trimestre de l'exercice 2009 à 0,8 million \$. Malgré des conditions économiques difficiles, la Société a continué de supporter sa croissance et n'a pas réduit de manière importante ses investissements en R&D dans chacune de ses lignes de produits afin de promouvoir la disponibilité de ses nouveaux produits destinés à l'industrie des télécommunications sans fil mobile et fixes ainsi que sur les marchés VSAT et militaires et de maintenir son avantage compétitif. Cependant, les frais de R&D ont diminué et la Société s'attend à ce que cette tendance continue comme faisant partie de sa stratégie générale visant à concentrer la R&D sur les secteurs spécifiques du marché et à considérer l'acquisition de technologie lorsque ce sera possible.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010 ont diminué 14 %, passant de 2,1 millions \$ à 1,8 millions \$. La diminution est le résultat du programme de réduction des dépenses initié durant le présent exercice.

Perte nette

La perte nette pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010 s'est établie à 5,2 millions \$, ou 0,02 \$ par action, comparativement à 3,1 millions \$, ou 0,01 \$ par action pour le même trimestre de l'exercice 2009. L'augmentation de la perte nette est principalement attribuable à une imputation comptable de 2,7 millions \$ pour la perte de valeur de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels associées principalement à l'acquisition antérieure de Mitec aux États-Unis. N'eût été de cet ajustement comptable, la perte nette enregistrée au quatrième trimestre de 2009 se serait chiffrée à 2,5 millions \$. La dépréciation de valeur de 2,7 millions \$ afin de diminuer la valeur de l'écart d'acquisition et de certains actifs incorporels reliés à Keragis est une estimation raisonnable de sa juste valeur estimative à cette date. La juste valeur a été déterminée en fonction du coût estimé d'emprunt de la Société, la disponibilité limitée des ressources actuellement, ainsi que le financement additionnel, et continu, requis afin d'assurer le développement de Keragis et la qualification des produits en fonction de la situation financière courante. La Société a utilisé une méthode d'approche basée sur les coûts et une évaluation indépendante afin d'estimer la réduction de valeur. Cette méthode reflète bien le conservatisme démontré par la Société dans ses divulgations d'informations financières. Bien que la demande pour les produits de Keragis continue de progresser favorablement avec certains clients militaires américains, la direction croit que cette dépréciation est appropriée à la lumière des conditions économiques actuelles dans le secteur militaire.

Bénéfice avant intérêts, impôts et taxes et amortissement

A titre d'information supplémentaire à la mesure des bénéfices basés sur les PCGR du Canada, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »). Les amortissements incluent les dépréciations d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels et des placements. Les intérêts incluent la charge d'intérêts sur la facilité de crédit et sur la dette à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs de ses opérations. La Société a présenté de plus le BAIIA ajusté provenant des ses activités poursuivies de manière à présenter l'impact des frais de restructuration, du taux de change, de la rémunération à base d'actions et du recouvrement des crédits d'impôt non remboursables. Le BAIIA n'est pas une mesure standardisée respectant les PCGR du Canada et peut ne pas être comparable à ceux présentées par d'autres corporations.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le BAIIA et l'évaluation des PCGR dans les états des résultats consolidés intermédiaires non vérifiés pour les huit derniers trimestres. De plus, il présente également le BAIIA ajusté.

	2010				2009			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net/(perte nette)	(5 236)	(2 305)	(1 837)	(2 069)	(3 108)	(360)	(1 195)	55
Impôts sur les bénéfices	242	(39)	(39)	(39)	(523)	(89)	(14)	(14)
Amortissement, perte sur disposition et dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, de l'écart d'acquisition et des placements	3 183	420	370	464	2 214	515	972	753
Intérêts	54	52	109	31	27	(1)	65	37
BAIIA	(1 757)	(1 872)	(1 397)	(1 583)	(1 390)	65	(172)	831
Effet des pertes de change et de la rémunération à base d'actions	331	320	42	469	(425)	(673)	(95)	94
BAIIA ajusté	(1 426)	(1 552)	(1 355)	(1 114)	(1 815)	(608)	(267)	925

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La Société comptait 2,1 millions \$ de trésorerie et de placements à court terme au 30 avril 2010, comparativement à 4,6 millions \$ au 30 avril 2009, ce qui pourrait ne pas être suffisant pour assurer la bonne marche de ses opérations et ses besoins de dépenses en immobilisations. La Société a accès à un montant additionnel de 1,8 millions \$ de sa facilité de crédit de 2,5 millions \$ récemment autorisée et supportée par un solide fonds de roulement pour assurer le financement additionnel provenant de tiers en cas de besoins.

Le fonds de roulement, excluant la trésorerie et les placements à court terme, a diminué de 31%, passant de 8,1 millions \$ à la fin de l'exercice 2009 à 5,6 millions \$ à la fin de l'exercice courant. La baisse est principalement attribuable à une réduction des stocks.

Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation ont été de 3,5 million \$, une augmentation du flux de trésorerie généré de 4,3 millions \$ lorsque comparés à 0,9 million \$ de l'exercice précédent. La baisse du profit brut et le programme de réduction des coûts discutés plus haut ont été les facteurs principaux. La variation des soldes hors caisse du fonds de roulement d'un montant de 2,7 millions \$ relatif à la diminution des stocks a contribué à diminuer l'utilisation de fonds requise pour les opérations.

Flux de trésorerie d'investissement

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont élevés à 0,1 million \$ pour l'exercice se terminant le 30 avril 2010 en raison de l'acquisition d'équipements pour supporter les opportunités de production à grand volume réalisés au cours de l'exercice courant. En 2009, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 0,9 million \$.

Flux de trésorerie de financement

Les activités de financement ont occasionné des entrées de fonds de 1,0 million \$ car la Société a conclu un placement privé sous forme de débentures convertibles dont le produit net a été de 1,7 millions \$. Le produit de ces débentures a été utilisé principalement pour rembourser une dette à long terme venant à expiration d'un montant de 1,4 millions \$. La Société a de plus bénéficié de 0,7 million \$ d'entrée de fonds tirés de sa facilité de crédit récemment autorisée. Au cours de l'exercice 2009, les fonds utilisés provenant des activités de financement ont été de 0,5 million \$ suite au remboursement de 0,5 million \$ de sa dette à long terme.

GESTION DU CAPITAL

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux contrats de location acquisition. Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

Le capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres qui comprennent le capital-actions et n'a pas d'exigences externes. La Société n'a pas modifié sa politique de gestion du capital durant l'exercice.

	2010	2009
	\$	\$
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	1 157	1 215
Capitaux propres	12 753	23 657
	13 910	24 872

INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Les états financiers consolidés se rattachant au présent rapport sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des neuf derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a accumulé un déficit de 131 427 000 \$ au 30 avril 2010. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à réaliser un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société, et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Au 23 juillet 2010, la Société avait conclu les transactions suivantes afin de diminuer l'impact de certaines des incertitudes décrites ci-dessus :

- a. La Société a lancé un nouveau site Web en mandarin afin de démontrer l'engagement de Mitec à servir le marché local chinois beaucoup plus efficacement;
- b. La Société a reçu des engagements de la part de clients visant la technologie brevetée SSPA de Keragis d'une valeur de près de 3,0 millions \$ CA, dont un bon de commande du département de la Défense des États-Unis; de plus, Mitec s'est qualifiée pour participer à un programme piloté par un important intégrateur de systèmes américain œuvrant également dans le domaine de communication militaires;
- c. La Société a annoncé qu'elle avait développé une nouvelle solution de couverture très attrayante à l'intention des entreprises de télécommunications situés dans des zones éloignées en Amérique du nord qui cherchent à améliorer la bande passante de leur réseau tout en réduisant leurs frais d'exploitation;
- d. La Société a annoncé qu'elle avait obtenu deux nouvelles commandes pour des équipements de sa nouvelle gamme de produits récemment lancée de BUC MTX pour VSAT, qui permettent d'augmenter la couverture des réseaux de téléphonie ainsi qu'une commande pour un réseau commuté d'une grande station terrienne de télécommunication, lequel sera utilisé dans le cadre d'un programme d'expansion d'une liaison satellitaire de type montante en Asie;

- e.** La Société a annoncé qu'elle avait prorogé l'échéance de 4 650 000 bons de souscription d'actions ordinaires et de 18 952 279 bons de souscription d'actions ordinaires de douze mois additionnels, soit jusqu'au 30 octobre 2010;
- f.** La Société a annoncé que sa filiale Keragis a commencé à livrer un nouvel amplificateur d'impulsions à haute puissance conçu pour un client du secteur militaire des États-Unis dans le cadre d'un important programme de communications;
- g.** La Société a annoncé qu'elle avait conclu un placement privé sous forme de débentures convertibles. Le produit de ces débentures a été utilisé principalement à rembourser un montant de 1,4 millions \$ de débentures convertibles qui venaient à échéance le 17 octobre 2009 et pour augmenter le fonds de roulement;
- h.** La Société a annoncé qu'elle avait été choisie comme principal fournisseur de diplexeurs par l'un des plus importants fournisseurs d'équipement de télécommunications au monde;
- i.** La Société a annoncé qu'elle avait été choisi comme fournisseur principal pour sa solution de guides d'ondes flexibles par le fournisseur noté précédemment;
- j.** La Société a obtenu une facilité de crédit des comptes clients qui est soumise à des conditions générales d'un montant de 2,5 millions \$ d'une institution financière canadienne qui se spécialise dans l'aide aux petites et moyennes entreprises en phase de croissance;
- k.** La Société a reçu une commande importante pour sa dernière initiative en R&D, un réseau double bande DAS. Mitec est confiante qu'elle recevra d'autres commandes et qu'elle constituera un excellent point de référence pour la Société pour concevoir d'autres applications pouvant tirer partie de cette technologie.
- l.** La Société a commencé ses premières livraisons en ce qui a trait aux composantes de réseaux sans fil 4G de prochaine génération fondés sur la technologie d'évolution à long terme (LTE) pour la même compagnie de télécommunications notée précédemment, lesquelles devraient générer des produits d'exploitation d'environ 1,7 millions \$ au cours des prochains mois, font partie d'une plus grande initiative prévue et devraient se poursuivre au-delà de l'exercice 2011;
- m.** La Société a reçu une première commande à être livrée durant le premier trimestre de 2011 portant sur l'une de ses solutions de couverture novatrices qui combine des équipements existants avec des amplificateurs afin d'augmenter la bande passante ;
- n.** La Société a reçu une commande d'une valeur d'environ 1,5 millions \$ pour ses amplificateurs à faible bruit en vue de soutenir la mise à niveau du réseau d'un fournisseur de télécommunications européen. L'équipement sera livré au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2011;
- o.** La Société a reçu les premières commandes pour ses filtres à haute performance d'un important fournisseur de services de radio par satellite en Amérique du Nord pour une série d'essais dans son réseau mobile de radiodiffusion. Une fois que ces essais auront été menés à terme, Mitec s'attend à recevoir une série d'autres commandes au début de 2011.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

- 1.** Approcher des prêteurs ou des investisseurs potentiels afin de sécuriser du financement additionnel par voie de dette ou d'équité;
- 2.** Grâce à l'appui du comité fusion et acquisition composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société, explorer diverses opportunités reliées à la vente de secteurs d'affaires choisis, le dessaisissement de certains de ses actifs ou l'acquisition d'actifs ou d'entreprises complémentaires et synergétique;
- 3.** Analyser les diverses possibilités afin de rationaliser les secteurs des télécommunications et des communications par satellite et concentrer les efforts afin de sélectionner des marchés spécialisés avec l'objectif d'assurer que la Société puisse générer une profitabilité soutenue à long terme.

Compte tenu des défis extrêmes auxquels fait face la Société à l'interne en tant que corporation de technologies de croissance et à l'externe face à des éléments comme une crise financière mondiale sans précédent qui a eu un impact sur toutes les facettes d'affaires dans le monde, la direction et le conseil d'administration de Mitec évaluent constamment des façons d'assurer que la Société soit dotée d'une stabilité financière afin de demeurer compétitive et réaliser une rentabilité à long terme. De telles évaluations incluent le développement de gammes de produits spécialisés qui produiront des solutions exigées par sa base croissante de clients, par le biais de sa R&D et ses efforts de marketing, les fusions et les activités d'acquisitions, les dessaisissements, les sociétés en participation et les initiatives stratégiques tant avec l'industrie qu'avec des partenaires financiers.

La Société continue à évaluer plusieurs opportunités en accord avec ces objectifs et s'attend à ce que plusieurs étapes soient réalisées en 2011 au fur et à mesure que la Société en exécute une ou plusieurs.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser le financement de ses opérations ou à continuer l'expansion des activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES

L'établissement des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les montants communiqués et la présentation des notes aux états financiers consolidés sont déterminés à l'aide des meilleures estimations de la direction fondées sur les hypothèses les plus probables de conditions économiques et un plan d'action. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les impôts futurs, les crédits d'impôt à l'investissement, la constatation des produits, l'évaluation et la détermination de la rémunération à base d'actions et des bons de souscription, le taux d'actualisation des débetures convertibles, les obligations légales, la provision pour garantie, les créances irrécouvrables et la provision pour créance douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et ces différences peuvent s'avérer importantes. Les principales conventions comptables de la Société sont analysées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés vérifiés. Les estimations critiques inhérentes aux conventions comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

Évaluation des stocks

La Société constitue une provision pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La provision est calculée en tenant compte de l'âge des stocks et des attentes actuelles et futures à l'égard des produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles est fondée la provision pour désuétude des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la provision pour désuétude des stocks est susceptible de varier considérablement d'une période à l'autre en raison de modifications apportées à l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction analyse l'ensemble de cette provision afin d'évaluer si, d'après la conjoncture économique, elle est adéquate.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La direction examine la valeur comptable des actifs et évalue si une dépréciation devrait être comptabilisée. L'évaluation repose sur l'appréciation des changements technologiques, sur l'utilisation prévue par la Société et sur les flux de trésorerie futurs estimatifs projetés non-actualisés devant découler des actifs sous-jacents. Toute dépréciation donne lieu à une baisse de valeur des actifs et à l'imputation d'une charge à l'état des résultats pendant l'exercice dans la mesure où la valeur comptable des actifs excède leur juste valeur établie, de manière générale, d'après les flux de trésorerie actualisés. L'estimation de la direction des flux de trésorerie futurs est assujettie à des risques et incertitudes. De cette manière, il est raisonnablement possible que des changements de situations puissent survenir et affecter la recouvrabilité des actifs à long terme de la Société.

Écart d'acquisition

Au moins une fois par année, ou même plus souvent si les conditions le justifient, la Société soumet l'écart d'acquisition à un test de dépréciation qui consiste à comparer la juste valeur d'une unité d'exploitation à sa valeur comptable. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition est comptabilisée dans le résultat net. Le test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de Keragis a été complété le 30 avril 2010. Étant donné que la valeur boursière de la Société est inférieure à sa valeur aux livres, la Société a effectué un test de dépréciation de l'écart d'acquisition. Suite à une évaluation indépendante, une dépréciation de 1 991 000 \$ a été comptabilisée.

Provision pour créances douteuses

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs à la date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte du registre des paiements, des tentatives de recouvrement, des déclarations de faillite et des événements à caractère économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les pertes prévues en raison de la conjoncture actuelle. Toutefois, une dégradation marquée de l'un de ces facteurs ou de la santé économique pourrait entraîner des modifications importantes de ces attentes.

Actifs d'impôts futurs

La Société comptabilise les actifs d'impôts futurs surtout à titre de reports de perte prospectifs et d'écarts temporaires déductibles. La direction évalue et analyse la réalisation de ces actifs d'impôts futurs afin de déterminer s'il y a lieu de constituer une provision pour moins-value. D'après cette évaluation, elle établit s'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou que la totalité des actifs d'impôts futurs se réalisent. Les facteurs pris en compte comprennent le bénéfice futur établi d'après les prévisions internes, les pertes des années antérieures et leur date d'échéance, l'historique des pertes reportées prospectivement, de même que les stratégies raisonnables de planification fiscale.

Provision pour garanties

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits qui comprennent des composantes actives. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision et la provision constituée au 30 avril 2010 a été jugée adéquate.

Conversion de devises

a. Activités canadiennes

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

b. Activités étrangères

The financial statements of the Corporation's self-sustaining foreign subsidiaries, Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company, Ltd. and Keragis Corporation, are translated into Canadian dollars using the current rate method. Under this method, assets and liabilities are translated at the exchange rates prevailing at the end of the period and revenues and expenses are translated at the average exchange rates during the period. The adjustment arising from the translation of these accounts has been recorded in the accumulated other comprehensive profit (loss) in shareholders' equity. When there is a reduction in the net investment of a self-sustaining foreign subsidiary, a proportionate amount of deferred translation gains and losses is recognized in net income/loss.

Rémunération à base d'actions

La Société fait une estimation de la juste valeur des options sur actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 30 avril 2010, un total de 15 308 750 options d'achat d'actions étaient en cours dont 13 578 050 étaient exerçables. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour passer en charges les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options d'achat d'actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1er mai 2009, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »):

Écart d'acquisition et actifs incorporels et fondements conceptuels des états financiers

En février 2008, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3064 du Manuel, Écart d'acquisition et actifs incorporels, qui remplace le chapitre 3062, Écarts d'acquisition et le chapitre 3450, Frais de recherche et de développement. L'ICCA a également modifié le chapitre 1000, Fondements conceptuels des états financiers, afin de se conformer à la nouvelle norme. Le chapitre 3064 établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation et de divulgation de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. Ce chapitre clarifie le principe voulant que les coûts puissent être uniquement reportés lorsqu'ils renvoient à un élément qui satisfait à la définition d'un actif et, par conséquent, les frais de démarrage sont passés en charge lorsqu'ils sont engagés. Les dispositions relatives à la définition et à la constatation initiale des actifs incorporels, y compris les actifs incorporels générés en interne, sont les mêmes que celles prévues à l'IAS 38, Immobilisations incorporelles, des Normes internationales d'information financière (« IFRS »). L'adoption de cette modification n'a eu aucune incidence importante sur la présentation des états financiers consolidés de la Société.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux « CPN » a publié l'abrégé CPN-173, Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Cet abrégé doit être appliqué rétroactivement, sans retraitement, à tous les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels des exercices terminés à compter du 20 janvier 2009. La Société a tenu compte du consensus de l'abrégé en préparant ses états financiers du 30 avril 2010. La nouvelle exigence n'a aucune incidence sur les résultats financiers de la Société.

Instruments financiers – Informations à fournir

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862 intitulé « Instruments financiers – informations à fournir ». Ce chapitre a été modifié afin d'apporter de nouvelles exigences en matière de divulgation d'informations financières, notamment l'obligation de présenter la classification des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser ces évaluations et l'exposition des entités au risque de liquidité. Les modifications de ce chapitre s'appliquent aux états financiers annuels des exercices clos après le 30 septembre 2009. La Société a appliqué les modifications de cette norme dans ses états financiers annuels du 30 avril 2010. Pour ce premier exercice d'application, la Société n'est pas tenue de fournir de façon comparative les informations requises par les modifications. L'application de ces modifications n'a pas eu d'impact sur les résultats, le bilan et les flux de trésorerie de la Société. Ces modifications visent spécifiquement la divulgation de l'information à fournir et sont présentées dans la Note 20 de ses états financiers consolidés.

MODIFICATIONS FUTURES DES CONVENTIONS COMPTABLES

Regroupements d'entreprises

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la Normes internationales d'information financière « IFRS » 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1er janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Consolidation des états financiers

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participation sans contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme 27 des normes comptables IAS (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

Modifications comptables

En juin 2009, l'ICCA a publié des modifications au chapitre 1506 du Manuel, Modifications comptables. Le chapitre 1506 a été modifié afin d'exclure de son champ d'application les changements de conventions comptables lors du remplacement complet du référentiel comptable de l'entité. Ces modifications s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009. L'adoption des normes IFRS ne devrait pas être considérée comme une modification comptable en vertu du chapitre 1506.

CPN-175 - Accords de prestations multiples générateurs de produits

En décembre 2009, l'ICCA a publié le CPN-175, Accords de prestations multiples générateurs de produits, qui remplace le CPN-142, Accords de prestations multiples générateurs de produits. Cet abrégé a été modifié afin de : (1) fournir des directives mises à jour permettant de déterminer s'il y a présence de prestations multiples, si les prestations devraient être séparée et la contrepartie attribuée; (2) exiger, dans le cas où un fournisseur ne dispose pas d'une preuve objective émanant du fournisseur (ci-après appelée preuve interne) ou d'une preuve émanant d'un tiers (ci-après appelée preuve externe), que l'entité attribue le produit d'un accord en se fondant sur sa meilleure estimation de la méthode du prix de vente relatif; (3) éliminer l'utilisation de la méthode du montant résiduel et exiger d'une entité d'allouer ses revenus en utilisant la méthode du prix de vente relatif; et (4) exiger d'étendre les informations qualitatives et quantitatives à fournir à l'égard des jugements importants faits dans le cadre de l'application de cette directive. Les modifications comptables présentées dans le CPN-175 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. L'adoption peut être faite de manière prospective ou par application rétrospective. Si l'on opte pour l'adoption anticipée de l'abrégé, au cours d'une période autre que la première période de l'exercice, les dispositions de l'abrégé devraient être appliquées rétroactivement à compter du début de l'exercice de la Société. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence future de ces modifications sur ses états financiers et elle n'a pas encore décidé d'un échéancier et d'une méthode d'adoption.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATIONS FINANCIÈRE

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les PCGR tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales (« CNCI »). La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1er janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels de 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011. Bien que les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable aux PCGR canadien, il existe des différences importantes dans les politiques comptables qui peuvent affecter les processus de la Société et ses résultats financiers de manière significative. Bien que la Société croit que l'adoption des normes IFRS n'aura pas d'incidence importante sur les flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation présentés aux états financiers, elle pourrait avoir une incidence importante sur le bilan consolidé et sur les états consolidés des résultats et des capitaux propres.

Mise en œuvre du plan

Le projet de mise en œuvre comprend trois phases principales qui, dans certains cas, se chevaucheront puisque les IFRS seront appliqués à des secteurs particuliers tout au long du projet :

Phase 1 : phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic

Cette phase comprenait l'établissement d'un diagnostic détaillé comparant les PCGR canadiens et les IFRS et ciblant les secteurs clés qui pourraient subir l'incidence de la transition aux IFRS. La phase 1 comprenait :

- l'analyse approfondie des pratiques et des conventions comptables actuelles de la Société par rapport à toutes les normes et interprétations pertinentes des IFRS applicables;
- la détermination des différentes options que la Société peut choisir à la date du basculement ainsi que les choix continus en matière de conventions comptables selon les IFRS qui peuvent être appliqués en vue de préparer les états financiers subséquents en vertu des IFRS.

Phase 2 : Phase d'analyse des répercussions et de conception

Au cours de cette phase, chacun des secteurs ciblés au cours de la phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic a été examiné. Cette phase comprend :

- la détermination des choix de conventions comptables, y compris les choix effectués dans le cadre IFRS 1;
- la détermination des changements à apporter aux conventions comptables actuelles;
- la détermination des changements ou des ajouts à apporter aux systèmes de technologies de l'information et de données, au contrôle interne à l'égard de l'information financière et aux contrôles de communication de l'information;
- la préparation d'états financiers provisoires conformément aux IFRS.

Phase 3: phase de mise en œuvre et d'examen

Au cours de cette dernière phase, la Société appliquera les changements apportés aux pratiques et aux conventions comptables, aux processus d'affaires, aux systèmes d'information et aux contrôles internes et la Société s'assurera que toutes les différences importantes ont été réglées avec succès avant le premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011.

État actuel du plan de basculement aux IFRS

La Société a débuté son plan de basculement aux normes IFRS durant l'hiver de 2009. La phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic est complétée et la Société est actuellement à la phase 2 de son processus et elle s'attend à poursuivre son analyse de tous les items décrits à la phase 2 et de continuer son analyse des items plus détaillés à l'intérieur de différentes normes pendant le reste de l'année 2010.

La Société a identifié que les domaines suivants pourraient avoir le plus grand impact sur les normes comptables de la Société, mais elle est encore au niveau de l'analyse de l'incidence qu'aura l'adoption de ces nouvelles normes sur ses états financiers :

Malgré ce qui précède, les projets du CNCI et de l'International Financial Reporting Interpretation Committee (l'« IFRIC ») vont vraisemblablement modifier de façon importante certaines des exigences actuelles des IFRS et pourraient ultimement modifier l'analyse préliminaire des conventions comptables de la Société, ce qui pourrait ultimement avoir une incidence sur les principales différences décrites ci-dessous.

Adoption initiale des IFRS (IFRS 1)

L'adoption des normes IFRS nécessite l'application de la norme IFRS 1 qui donne des directives pour l'adoption initiale des normes IFRS. IFRS 1 prévoit certaines exceptions obligatoires et permet de faire certains choix limités au niveau d'éléments spécifiques de certaines normes par rapport à cette exigence générale. La direction évalue présentement la mise en application des options disponibles lors de l'adoption initiale.

Paiement fondé sur des actions

Selon les IFRS, lorsque les options d'achat d'actions attribuées sont acquises graduellement, chaque tranche doit être considérée comme une attribution séparée alors que les PCGR considèrent les acquisitions graduelles comme une attribution unique. Il y a de plus des différences au niveau de la comptabilisation des droits frappés d'extinction. La charge de rémunération devra être constatée sur la durée d'acquisition des droits de chaque tranche et prendre en considération comment les droits frappés d'extinction devront être comptabilisés.

Immobilisations corporelles et amortissement

Selon les IFRS, après leur comptabilisation initiale, les immobilisations corporelles peuvent être évaluées selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation alors que les PCGR ne permettent pas la réévaluation. La Société continuera d'utiliser le modèle du coût afin d'éviter les variations de la juste valeur des immobilisations au bilan et des impacts correspondants à l'état des résultats.

Selon les IFRS, les immobilisations doivent être amorties en fonction de leurs composantes alors que les règles d'identification des composantes sont moins exigeantes sous les PCGR.

Selon les IFRS, l'évaluation annuelle obligatoire de la vie utile et de la valeur résiduelle des immobilisations pourrait avoir un impact sur la charge d'amortissement et sur le choix de certaines méthodes d'amortissement par rapport à d'autres. La Société évalue présentement les méthodes d'amortissement les plus appropriées pour chaque catégorie d'immobilisation qui sera touchée par ce changement.

Dépréciation d'actifs

Selon les IFRS, un test de dépréciation doit être effectué sur les immobilisations, les actifs incorporels et sur l'écart d'acquisition lorsqu'il y a un indicateur de dépréciation au niveau de chaque unité qui génère des entrées de trésorerie indépendantes (« UGT »). L'application de cette nouvelle norme devrait entraîner l'utilisation d'une estimation des flux de trésorerie actualisés appliquée à un groupe restreint d'actifs. Cette approche pourrait entraîner une charge de dépréciation plus importante. Ces dépenses pourraient toutefois être contrepassées par la suite.

Conversion de devises

Selon les IFRS, une entité évalue ses actifs, ses passifs, ses revenus et ses charges dans sa monnaie fonctionnelle qui est la monnaie utilisée dans le principal environnement économique dans lequel elle opère. Pour la Société, il existe divers indicateurs à prendre en considération afin de déterminer la monnaie fonctionnelle appropriée pour chacune de ses filiales ainsi que pour les opérations canadiennes.

Passif financier

Selon les IFRS, la valeur comptable des instruments composés comme les débetures convertibles est répartie entre ses composantes du passif et des capitaux-propres de sorte que le passif est comptabilisé à la juste valeur et la composante capitaux-propres come le résidu. Les PCGR permettent que cette allocation soit faite selon la méthode la juste valeur relative ou en affectant la composantes la plus difficilement mesurable (qui peut être, dans certaines circonstances, la composante du passif) comme le résidu.

Provisions, Éventualités

Selon les IFRS, les provisions et les éléments du passif éventuel sont comptabilisés selon le critère « probable » de se produire alors que les PCGR utilisent le critère « plus probable qu'improbable » de se produire. De plus, selon les IFRS, les provisions et les éléments du passif éventuel sont comptabilisés selon la moyenne pondérée des valeurs probables dans l'ensemble des probabilités alors que les PCGR préconisent l'utilisation des éléments de la portion inférieure de l'ensemble des probabilités. Pour la Société, certaines provisions et éléments du passif éventuel pourrait être comptabilisés plus tôt ou être comptabilisés alors qu'ils ne l'auraient pas été du tout en vertu des PCGR.

Présentation des états financiers

Les IFRS exigent une divulgation beaucoup plus étendue que celle exigée par les PCGR. De plus, la classification et la présentation de certains éléments du bilan et de l'état des résultats peuvent être différents. La Société évalue présentement l'impact global que ces changements de classification et de présentation auront sur ses états financiers.

ÉVENTUALITÉS

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et aux réglementations environnementales relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des modifications à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. La Société surveille ces risques au moyen de systèmes et de politiques en matière de gestion des risques environnementaux.

En janvier 1997, la Société avait reçu un avis des avocats représentant les résidents d'une maison à Williston, au Vermont, concernant une réclamation éventuelle pour dommages à la propriété et préjudice corporel, en raison de la présence de contaminants dans la nappe d'eau souterraine se trouvant sous la propriété. En juillet 2008, un accord de règlement d'un montant de 143 000 \$ (120 000 \$ US) a été proposé par l'United States Environmental Protection Agency qui a été acceptée par la Société pendant l'exercice financier actuel.

La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société selon leurs échéances annuelles:

	Facilité de crédit \$	Créditeurs \$	Dettes à long terme \$	Contrats de location-exploitation \$	Total \$
1 an	733	3 687	—	418	4 838
2 – 3 ans	—	—	1 857	487	2 344
Plus de 4 ans	—	—	—	—	—
	733	3 687	1 857	905	7 182

Le Conseil d'administration a mandaté son président exécutif du conseil à explorer au nom de la Société différentes opportunités de fusion et d'acquisition et de solliciter activement les sources de financement s'y rattachant. Le conseil a donné son accord verbal afin de rémunérer le président exécutif du conseil en fonction des résultats de ces initiatives. Pour l'exercice se terminant le 30 avril 2010, des frais de consultation d'un montant de 167 000 \$ (2009 – 37 500 \$) ont été payés à une société contrôlée par le président exécutif du conseil d'administration. Cette transaction a été réalisée dans le cours normal des affaires et a été mesurée à la valeur d'échange définie comme étant la valeur établie entre les parties.

ACTIONS ORDINAIRES, BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 30 avril 2010, il y avait 220 666 756 actions ordinaires et 23 602 279 bons de souscription en circulation ainsi que 15 308 750 options d'achat d'actions. Au cours de l'exercice 2010, la Société a décidé de prolonger la date d'expiration de 4 651 000 de ses bons de souscriptions ainsi que celle de 18 925 279 de ses bons de souscriptions pour le 30 octobre 2010.

ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les seuls éléments hors bilan de la Société sont relatifs aux contrats de location-exploitation exclusivement, tel que décrit ci-dessus. À l'exception de ces engagements, qui sont considérés de nature courante des affaires, la Société n'a pas d'autres éléments hors bilan et ne prévoit pas en utiliser, autrement que dans le cours normal des affaires dans un avenir immédiat.

OPÉRATIONS PROJÉTÉES

Mitec reconsidère constamment des opportunités pour les fusions, les acquisitions et les dessaisissements qui pourraient augmenter la valeur d'actionnaire. Il travaille avec le Comité de fusions et d'acquisitions compris de l'administration, les directeurs et les conseillers à la Société, évaluer des opportunités différentes avec l'objectif d'augmenter sa présence dans le marché sans fil et accomplir la rentabilité à long terme.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Conseil d'administration a mandaté son président exécutif du conseil à explorer au nom de la Société différentes opportunités de fusion et d'acquisition et de solliciter activement les sources de financement s'y rattachant. Le conseil a donné son accord verbal a fin de rémunérer le président exécutif du conseil en fonction des résultats de ces initiatives. Pour l'exercice se terminant le 30 avril 2010, des frais de consultation d'un montant de 167 000 \$ (2009 – 37 500 \$) ont été payés à une société contrôlée par le président exécutif du conseil d'administration. Cette transaction a été réalisée dans le cours normal des affaires et a été mesurée à la valeur d'échange définie comme étant la valeur établie entre les parties.

PERSPECTIVES

Mitec, dont la présence est établie et reconnue sur les marchés des télécommunications sans fil et par satellite, est bien positionnée pour bénéficier de la croissance future reliée au marché des télécommunications encore à un stade de premier développement. La Société utilise sa flexibilité et l'expertise de son équipe d'ingénierie afin de solutionner les problèmes de bande passante, de vitesse, de capacité et de fiabilité reliés à la rapide croissance des télécommunications sans fil dont font face les sociétés de télécommunications partout dans le monde.

Avec l'introduction de ses solutions de couverture, autant pour les réseaux sans fil fixes ou ses lignes de produits VSAT, Mitec a choisi d'investir dans des créneaux choisis dans les marchés de tailles très importantes que ses clients – parmi les plus grandes corporations et parmi celles enregistrant la plus forte croissance dans les domaines du sans fil et satellitaire dans le monde entier – générera des opportunités importantes pour la Société.

La Société possède définitivement un avantage compétitif dans le secteur militaire grâce à la technologie brevetée de Keragis, une filiale dont elle favorise l'éclosion, adressant un marché potentiel de plus d'un milliard de dollars dans le domaine des applications militaires nécessitant des communications, micro-ondes ou par radar, de grande puissance et de large bande passante en plus de leurs intégration physiques et électriques.

L'équipe de direction, le conseil d'administration, les conseillers et les consultants de la Société continuent de travailler ensemble afin de s'assurer que Mitec réussira à devenir un joueur dominant sur les marchés identifiés par la Société de manière à devenir profitable.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Contrôles et procédures de communication de l'information

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée dans ses différents documents est enregistrée, traitée, condensée et présentée fidèlement.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 30 avril 2010, et ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus et fonctionnent de manière efficace.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a évalué la conception et l'efficacité de ses contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) pour l'exercice terminé le 30 avril 2010. L'évaluation s'est fondée sur le guide intitulé Internal Control-Integrated Framework publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que les contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière étaient conçus adéquatement et fonctionnent de manière efficace.

La Société n'a apporté aucun changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours de la période de douze mois terminée le 30 avril 2010 ayant eu une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière. Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints. Dans l'éventualité imprévisible qu'une omission survienne dans la communication ou les contrôles et procédures internes, ou qu'une erreur de nature importante se produise, la Société compte prendre les mesures nécessaires afin d'en minimiser les conséquences.

RISQUES ET ÉVENTUALITÉS

La Société est sujette à différents facteurs de risque et éventualités reliées à des poursuites potentielles, des impôts, des accords commerciaux et autres obligations commerciales. Les contrats et autres obligations commerciales sont principalement reliés à des contrats de location-exploitation. La Société enregistre des engagements et éventualités lorsque qu'une perte est probable et peut être déterminée. Des changements significatifs tant qu'à l'estimation des conséquences ainsi que l'évaluation des montants pourrait résulter en la reconnaissance d'engagements additionnels.

Risque lié à l'industrie

Le succès de la Société sur le marché du sans fil commercial est tributaire dans une large mesure des investissements des clients dans des infrastructures sans fil. Les clients pourraient diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction à la baisse actuelle et prévue de la demande des consommateurs à l'égard de leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle se poursuit, la demande pour les produits sans fil commerciaux de Mitec pourrait diminuer considérablement ou ne pas s'accroître, ce qui aurait un effet défavorable sur les produits d'exploitation. En outre, la nécessité d'investir dans l'ingénierie, la recherche et le développement et la commercialisation requis pour pénétrer les marchés et maintenir le service à la clientèle limitent le pouvoir de la Société de comprimer les frais en période de ralentissement économique.

Dépendance à l'égard de quelques clients

La Société est exposée à un risque qui découle du fait qu'elle dépend de certains contrats et clients importants. Au cours de l'exercice 2010, la Société n'avait pas de client qui représentait plus de 10% de son chiffre d'affaires. Bien que la Société déploie des efforts considérables pour entretenir ses relations avec ses clients, rien ne peut garantir que Mitec sera en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ces clients dans le futur, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les modifications apportées à leurs stratégies commerciales, aux échéances, ou aux questions de commercialisation, peuvent avoir une incidence financière considérable sur Mitec. Mitec s'emploie énergiquement à accroître sa clientèle et à diversifier ses réseaux des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec maintiendra une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter le caractère anticyclique des activités des secteurs des télécommunications et des communications par satellites.

Secteur d'activité des clients

En règle générale, les composantes et les sous-systèmes intégrés offerts doivent être conçus sur mesure aux fins d'utilisation dans les produits des clients. Par conséquent, la Société écoule ses produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et doit incorporer à ses produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Mitec choisit ses clients en évaluant ses chances de réussite sur le marché, toutefois, celle-ci ne sont pas assurées. Si ses clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de ses produits aux exigences d'un autre client peut reporter le moment où les ventes sont réalisées ou l'empêcher d'offrir ses produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si, pour une raison ou pour une autre, ses clients décidaient de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de lui imposer une fabrication conjointe ou encore de lui faire directement concurrence, ses produits d'exploitation chuteraient, entraînant des retombées défavorables sur ses résultats d'exploitation.

Risque lié à la production

Les résultats trimestriels de la Société ont fluctué considérablement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un produit, les commandes des clients et les expéditions qui leur sont destinées, l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus, le lancement de nouveaux produits; la capacité d'obtenir des composantes et des sous-ensembles auprès des fournisseurs, et les variations quant à l'efficacité du processus de fabrication. L'un de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur les résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas Mitec dépend de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et le matériel nécessaires à la fabrication de ses produits. Si elle ne parvenait pas à obtenir une quantité suffisante de ces composantes, la production et la livraison des produits seront retardées, la Société risquerait de perdre des clients et la rentabilité pourra en subir les conséquences.

La dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu d'un matériel de qualité acceptable ou toute autre circonstance qui obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer la capacité de livrer les produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable de subir une augmentation des coûts, lesquels sont strictement gérés au moyen d'ententes officieuses à long terme avec ses principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire en pertes si Mitec ne parvenait pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de ses clients.

Risque lié à l'exploitation

Les activités qu'exerce la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des principaux fournisseurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et la dépendance à l'égard des systèmes d'information, lesquels sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

Nouveaux produits et changement technologique

Les marchés pour les produits de la Société sont caractérisés par l'évolution rapide des technologies impliquant l'introduction fréquente de nouveaux produits. Le succès de la Société dépendra dans une large mesure de l'acceptation des nouveaux produits sur les marchés et de la capacité à améliorer les produits existants afin de satisfaire les besoins sans cesse changeants des clients. L'investissement en R&D demeure un élément primordial de l'entreprise, et continuera d'être complété par des technologies externes. Il ne peut y avoir aucune assurance que la Société sera couronnée de succès dans les phases d'identification, de développement, de fabrication et de commercialisation de nouveaux produits. En outre, il ne peut y avoir aucune assurance que les produits ou technologies développées par d'autres ne rendra les produits ou technologies de Mitec non concurrentiels ou obsolètes.

Cadres supérieurs et autres employés clés

Le succès de la Société est en grande partie attribuable au leadership et à l'expérience de son équipe de direction et de certains employés clés. La perte inattendue de ses cadres ou de certains employés clés ou l'incapacité de la Société à recruter ou conserver ces individus dans le futur pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation et sur les succès de la Société. Afin d'atténuer ce risque, la Société évalue et ajuste sa rémunération en fonction des conditions en vigueur dans le marché et a mis en place un programme de rémunération incitative pour ses employés clés.

Rapatriement des liquidités dégagées par une filiale à l'étranger

La Société dégage des liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus concernant le rapatriement de ces liquidités au Canada est assujéti à des lois gouvernementales et peut faire l'objet de restrictions.

Conjoncture économique

Les récents changements dans la situation économique mondiale représentent un risque pour la Société puisqu'ils peuvent diminuer la capacité des clients de la Société à avoir accès à des sources de financement pour leurs investissements en immobilisations pouvant résulter en des délais dans les commandes et augmenter les fluctuations trimestrielles. Cela pourrait également affecter les activités de la Société. À titre d'exemple, la réduction massive des activités de fabrication suite à des conditions économiques défavorables pourraient entraîner des dépenses significatives reliées au licenciement temporaire ou au congédiement de ses employés. La Société dispose de produits et de technologies qui permettent la réduction des coûts d'opérations en réduisant les coûts liés à la bande passante pourrait influencer positivement certains clients, aux prises avec des contraintes budgétaires, à continuer d'acheter de l'équipement.

La base de clientèle de la Société est bien répartie mondialement et n'est pas exclusivement dépendante à une région ou à une autre, cette façon de répartir le risque devrait permettre à la Société de prendre avantage lorsque la reprise économique sera perceptible. Le ralentissement dans la disponibilité du crédit au niveau mondial demeure un risque économique. La situation dans le domaine du crédit est fluide et il demeure difficile de prédire les prochains événements. La Société a une facilité de crédit.

Les résultats d'exploitation futurs de la société dépendront considérablement de la capacité de ses dirigeants et employés clés à gérer les conditions changeantes des affaires, à mettre en œuvre son plan stratégique et à améliorer son contrôle opérationnel, financier et ses systèmes de comptabilisation.

Risque de crédit

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie, ses placements à court terme et ses débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou leur valeur nominale de la valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

La société enregistre une dépréciation de valeur sur ses créances séparément des créances brutes. Les mouvements sur le compte de provision pour créances douteuses au cours de l'exercice s'établissent comme suit :

	2010
	\$
Provision pour créances douteuses au début de l'exercice	270
Augmentation de la provision	8
Radiation enregistrée contre la provision	(214)
	64

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Aucun client ne représentait plus de 10% du chiffre d'affaires de l'exercice terminé le 30 avril 2010 et deux clients représentaient 36% des débiteurs au 30 avril 2010 (en 2009, deux clients représentaient 42% du chiffre d'affaires et 27% des débiteurs au 30 avril 2009). Pour l'exercice terminé le 30 avril 2010, les deux mêmes clients (2009 – deux) représentaient 47% des ventes dans le secteur télécommunications (2009 –86%).

Au 30 avril 2010, l'âge des débiteurs se détaillait comme suit :

	2010
	\$
Courant	4 527
31 - 60 jours	754
Plus de 61 jours	515
Débiteurs	5 796)
Moins: provision pour créances douteuses	(64)
	5 732

Risque de liquidité

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'opérations et des dépenses en immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et ainsi que ses pertes d'opérations principalement par une opération de placement de titres.

Au 30 avril 2010, la Société disposait d'un fonds de roulement de 7 613 000 \$ (2009 - 12 760 000 \$). La Société a de la trésorerie et un fond de roulement suffisants pour s'acquitter de ses obligations financières. Les créiteurs et charges à payer viennent tous à échéance à l'intérieur de l'exercice courant. Le 2 mars 2010, la Société a approuvé les termes et conditions d'un financement de ses créances au montant de 2,5 millions \$, pouvant être augmenté jusqu'à 5 millions \$ à sa convenance et sous certains termes et conditions, d'une firme canadienne de financement spécialisée dans le domaine des entreprises de petite et moyenne envergure en phase de croissance. Cette facilité, qui demeure sujet aux conditions usuelles, est utilisée afin de supporter les besoins en fonds de roulement et au financement de la croissance de la Société. Au 30 avril 2010, 733 000 \$ (2009 – néant) ont été utilisés de la facilité de crédit.

Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financiers variera en fonction de changements aux taux d'intérêts du marché. La Société est exposée à de telles variations puisque sa facilité de crédit considère un taux d'intérêt variable. En considérant la facilité de crédit au 30 avril 2010, une variation de 1% de la valeur du taux d'intérêt entraînerait une augmentation diminution du profit net et du résultat étendu de 7 000 \$/ (7 000 \$). La Société n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt sur sa dette à long terme compte tenu que le taux d'intérêt est fixe.

Taux de change

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société utilise quelques contrats de change afin de diminuer son exposition face à un risque de fluctuations des devises étrangères pour laquelle elle n'a pas choisi d'utiliser la comptabilité de couverture. Au 30 avril 2010, la Société détenait divers contrats de change avec des valeurs nominales comprises entre 100 000 \$ à 200 000 \$, des prix de levée compris entre 0,975 à 1,095 et des dates d'expiration compris entre le 24 mai 2010 et le 10 septembre 2010 pour une valeur totale de 900 000 \$. Les gains latents se rapportant à ces contrats inclus dans l'état des résultats et du résultat étendu du 30 avril 2010 étaient de 20 797 \$.

Au 30 avril 2010, la Société était exposé à un risque de change par le biais de sa trésorerie, ses débiteurs et créditeurs et les charges à payer libellés en dollars américains et en yuan chinois (RMB) et pour lesquels la valeur équivalente en dollars canadiens est comme suit :

	Au 30 avril 2010	
	RMB \$	US \$
Trésorerie	197	1 324
Débiteurs	2 071	3 566
Créditeurs et charges à payer	1 528	1 365

Selon les éléments susmentionnés au 30 avril 2010, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes et en se basant sur une exposition nette de la variation de change, une augmentation ou une diminution de 10% de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan chinois entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 426 000 \$/(426 000 \$).

Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont soumises aux lois de l'environnement et aux règlements associés aux risques à la santé humaine et à l'environnement. Les changements à ces lois et à règlements pourraient avoir un effet préjudiciable significatif sur les opérations de la Société et la situation financière. La Société contrôle ces risques par les systèmes d'administration de l'environnement et les politiques.

Fluctuation du cours des actions

Le cours des actions ordinaires de la Société, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fortes fluctuations provoquées par divers facteurs, notamment les résultats d'exploitation réels ou anticipés, les annonces d'innovations technologiques, les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus ou que des concurrents ou clients ont conclus, l'effet de la réglementation gouvernementale, les développements survenant sur le marché des télécommunications sans fil, ainsi que la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. De plus, les cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi périodiquement d'importantes fluctuations. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur le cours des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. Le cours de des actions ordinaires de la Société s'avère très instable et pourrait le demeurer.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 23 juillet 2010. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à www.sedar.com.

Au 23 juillet 2010, 220 666 756 actions ordinaires et 23 602 279 bons de souscriptions étaient émis et en circulation, ainsi qu'un total de 15 295 000 options d'achat d'actions.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 30 AVRIL 2010 ET 2009

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

À l'égard de l'information financière

Les états financiers consolidés ci-joints de **Mitec Telecom Inc.** et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction.

Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Lorsqu'il était possible d'appliquer d'autres méthodes comptables, la direction a choisi celles qu'elle a jugées les plus appropriées dans les circonstances. Les états financiers ne sont pas précis, puisqu'ils renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer que les états financiers soient présentés fidèlement, à tous égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers.

La Société maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs de qualité supérieure, moyennant un coût raisonnable. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la Société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé d'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le conseil s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification, qui se compose de trois administrateurs externes nommés par le conseil d'administration. À chaque trimestre, le comité rencontre la direction ainsi que les vérificateurs externes indépendants, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de vérification et de présentation de l'information financière. Le comité examine également les

états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. De plus, le comité étudie, dans le but de soumettre à l'examen du conseil d'administration et à l'approbation des actionnaires, la nomination des vérificateurs externes ou le renouvellement de leur mandat. Les vérificateurs externes ont librement et pleinement accès au comité de vérification.

Les états financiers ont été vérifiés, au nom des actionnaires, par les vérificateurs externes BDO Canada s.r.l., conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada.



DANIEL PIERGENTILI

Président et Chef de la direction



BRUNO DUMAIS

Vice-Président, finances et Chef de la direction financière

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de Mitec Telecom Inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Mitec Telecom Inc. aux 30 avril 2010 et 2009 ainsi que les états consolidés des résultats et du résultat étendu, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 avril 2010 et 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé) BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L./LLP¹

COMPTABLES AGRÉÉS

Montréal (Québec)
Le 23 juillet 2010

¹CA auditeur permis no 10589

BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L., une société canadienne à responsabilité limitée/société en nom collectif à responsabilité limitée, est membre de BDO International Limited, société de droit anglais, et fait partie du réseau international de sociétés membres indépendantes BDO.

BDO Canada LLP, a Canadian limited liability partnership, is a member of BDO International Limited, a UK company limited by guarantee, and forms part of the international BDO network of independent member firms.

BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Aux 30 avril	2010 \$	2009 \$
Actif		
Court terme		
Trésorerie	1 886	4 485
Placements à court terme, composés de fonds du marché monétaire (Note 11 b)	181	181
Débiteurs	5 732	5 592
Autres débiteurs (Note 5)	288	126
Impôts sur les bénéfiques à recouvrer	380	323
Stocks (Note 6)	5 447	8 088
Charges payées d'avance et autres actifs	493	629
	14 407	19 424
Immobilisations corporelles (Note 7)	4 510	5 493
Actifs incorporels (Note 8)	1 762	3 263
Écart d'acquisition (Note 9)	–	1 991
Placements (Note 10)	25	25
Impôts futurs (Note 14)	–	125
	20 704	30 321

Passif et capitaux propres

Court terme		
Facilité de crédit (Note 11)	733	–
Créditeurs et charges à payer	6 061	5 449
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (Note 12)	–	1 215
	6 794	6 664
Dette à long terme (Note 12)	1 157	–
	7 951	6 664

Capitaux propres

Actions ordinaires (Note 13)	132 142	132 142
Bons de souscription (Note 13)	1 152	1 925
Composante capitaux propres des débentures convertibles (Note 12)	768	14
Surplus d'apport	10 802	9 836
Déficit	(131 427)	(119 980)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(684)	(280)
	12 753	23 657
	20 704	30 321

Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation (Note 1)

Engagements et éventualités (Note 15)

Au nom du Conseil,



Robert Boisjoli, Administrateur



Jeffrey Mandel, Administrateur

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et le nombre d'actions)

Pour les exercices terminés le 30 avril	2010 \$	2009 \$
Chiffre d'affaires (Note 17)	25 424	40 348
Coût des ventes (Notes 16 et 17)	21 756	31 836
	3 668	8 512
Charges (Note 16)		
Frais de recherche et de développement (Note 14)	3 559	4 369
Frais de vente et d'administration	6 712	7 510
Charges financières (Note 18)	834	853
Perte (gain) de change	969	(1 706)
Gain à la cession et dépréciation d'immobilisations corporelles (Note 7)	8	470
Dépréciation d'actifs incorporels (Note 8)	724	50
Dépréciation de l'écart d'acquisition (Note 9)	1 991	1 607
Rémunération à base d'actions (Note 13)	193	607
	14 990	13 760
Perte avant impôts sur les bénéfices	(11 322)	(5 248)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices (Note 14)	125	(640)
Perte nette de l'exercice	(11 447)	(4 608)
Variation nette de la (perte) gain de conversion non réalisée des états financiers des filiales étrangères autonomes	(404)	614
Résultat étendu de l'exercice	(11 851)	(3 994)
Résultat de base et dilué par action ordinaire en circulation	(0,05)	(0,02)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (Note 13)	220 666 756	220 658 990

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et le nombre d'actions)

	Actions ordinaires		Bons de souscription		Composante des capitaux propres des débetures convertibles	Surplus d'apport	Déficit	Cumulatif des autres éléments du résultat étendu	Capitaux propres
	# (000)	\$	# (000)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde							(a)	(a)	
au 30 avril 2008	220 312	132 097	38 016	1 931	46	9 223	(115 372)	(894)	27 031
Émises lors de la conversion des débetures convertibles	354	45	—	—	(32)	—	—	—	13
Bons de souscription échus	—	—	(187)	(6)	—	6	—	—	—
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	—	607	—	—	607
Autres éléments du résultat étendu pour l'exercice	—	—	—	—	—	—	—	614	614
Perte nette de l'exercice	—	—	—	—	—	—	(4 608)	—	(4 608)
Solde									
au 30 avril 2009	220 666	132 142	37 829	1 925	14	9 836	(119 980)	(280)	23 657
Émission lors d'une émission de débetures convertibles	—	—	—	—	754	—	—	—	754
Bons de souscription échus	—	—	(14 226)	(773)	—	773	—	—	—
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	—	193	—	—	193
Autres éléments du résultat étendu pour l'exercice	—	—	—	—	—	—	—	(404)	(404)
Perte nette de l'exercice	—	—	—	—	—	—	(11 447)	—	(11 447)
Solde									
au 30 avril 2010	220 666	132 142	23 603	1 152	768	10 802	(131 427)	(684)	12 753

(a) Le total du déficit et du cumul des autres éléments du résultat étendu est de 132 111 \$ (2009 - 120 260 \$). Le cumul des autres éléments du résultat étendu est composé exclusivement des gains ou pertes de conversion latents non réalisés des états financiers des filiales étrangères autonomes.

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices terminés le 30 avril	2010 \$	2009 \$
Activités d'exploitation		
Perte nette de l'exercice	(11 447)	(4 608)
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	1 714	2 327
Gain à la cession et dépréciation d'immobilisations corporelles (Note 7)	8	470
Dépréciation d'actifs incorporels (Note 8)	724	50
Dépréciation de l'écart d'acquisition (Note 9)	1 991	1 607
Charge (recouvrement) d'impôts (Note 14)	125	(640)
Rémunération à base d'actions	193	607
Charge de désactualisation du passif à long terme	448	636
	(6 244)	449
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation (Note 16)	2 787	435
	(3 457)	884
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(166)	(786)
Acquisitions d'actifs incorporels	(10)	(3)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	31	15
Acquisitions de placements à court terme	(181)	(516)
Ventes de placements à court terme	181	412
	(145)	(878)
Activités de financement		
Émission de débentures convertibles (Note 12)	1 678	–
Remboursement de la dette à long terme	(1 400)	(458)
Facilité de crédit	733	
	1 011	(458)
(Perte) gain de change sur la trésorerie libellée en monnaie étrangère	(8)	153
Diminution nette de la trésorerie	(2 599)	(299)
Trésorerie au début de l'exercice	4 485	4 784
Trésorerie à la fin de l'exercice	1 886	4 485

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 AVRIL 2010 ET 2009

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et le nombre d'actions à moins d'indication contraire)

1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société »), qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellite, a été constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

Les présents états financiers consolidés sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités. Au cours des neuf derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a un déficit cumulé de 131 427 000 \$ au 30 avril 2010. Au cours des derniers exercices, la Société a financé son exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de chiffre d'affaires, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables, de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs et des investisseurs potentiels pour réaliser un financement additionnel par voie de dette et/ou de capital actions;
2. Explorer, sous la guidance du comité fusions et acquisitions (composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société), diverses possibilités reliées à la vente de secteurs d'activités identifiés, la vente de certains actifs ou l'acquisition d'actifs ou de secteurs d'activités complémentaires ou comportant des synergies;
3. Analyser les diverses possibilités afin de rationaliser ses secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite et concentrer ses efforts auprès de créneaux de marchés choisis avec comme objectif d'assurer que la Société pourra générer une profitabilité continue à long terme.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser un financement additionnel et / ou à réaligner ses activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement dans un avenir prévisible. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), dont les plus importants sont décrits ci-après :

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales autonomes détenues à part entières, Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Co. Ltd., et Keragis Corporation qui ont été comptabilisées selon la méthode d'acquisition. Tous les principaux comptes et opérations intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation. La Société ne détient aucune participation dans des entités à détenteurs de droits variables.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET MESURE DE L'INCERTITUDE

La préparation d'états financiers selon les principes PCGR exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers consolidés et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent entre autres,

la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, d'écart d'acquisition et des actifs intangibles à durée indéfinie, les impôts futurs, les crédits d'impôt à l'investissement, la constatation des produits, la mesure et la détermination de la rémunération à base d'actions et des bons de souscription, le taux d'escompte utilisé pour la comptabilisation des débetures convertibles, les passifs liés à des litiges, la provision pour garantie, les créances irrécouvrables et la provision pour créances douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées. Une dépréciation accrue de l'écart d'acquisition, des actifs incorporels et des immobilisations pourrait être encourue si les hypothèses sur lesquelles les projections du plan d'affaires sont basées s'avéraient différentes de façon importante. La direction est d'avis que les états financiers ont été dressés de façon appropriée selon les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

La Société engage des frais de recherche et de développement qui sont admissibles aux crédits d'impôt à l'investissement. Les crédits d'impôt à l'investissement enregistrés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouverts et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales.

Les crédits d'impôt à l'investissement pour les frais de recherche scientifique et de développement expérimental sont portés en diminution des charges connexes lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'ils se matérialisent.

STOCKS

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur de réalisation nette. Les matières premières incluent tous les coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent, y compris le prix d'achat, les frais de douane, les autres taxes non-récupérables et les frais de transport. Les produits en cours et les produits finis incluent, en plus du coût des matières premières incorporées dans la fabrication, le coût de la main d'œuvre directement impliquée dans la fabrication ainsi qu'une affectation des frais de productions fixes et variables et de l'amortissement sur le bâtiment et les équipements. Les coûts sont déterminés selon la méthode du premier entré, premier sorti. En déterminant la valeur de réalisation nette, la Société considère plusieurs facteurs tels que le prix de vente courant, la durée de vie du produit et le volume espéré de ventes futures. Des provisions pour le stock à rotation lente et l'inventaire désuet sont enregistrées lorsqu'elles sont appropriées.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite des crédits d'impôts à l'investissement et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les taux suivants :

Matériel et outillage	10% à 20% amortissement dégressif
Bâtiments	20 ans amortissement linéaire
Amélioration locatives	Durée du bail amortissement linéaire
Mobilier et agencements	20% amortissement dégressif
Outils et matrices	5 ans amortissement linéaire
Matériel informatique	30% amortissement dégressif
Automobiles	30% amortissement dégressif

ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont constatés au coût et sont amortis sur leur durée de vie utile selon les méthodes et les taux suivants :

Logiciels	30% amortissement dégressif
Technologie brevetée ou brevet en instance et marques de commerce	10 à 17 ans amortissement linéaire
Technologie non brevetée	5 à 10 ans amortissement linéaire
Liste de clients	5 ans amortissement linéaire

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La direction examine la valeur comptable des actifs et évalue si une dépréciation devrait être comptabilisée. L'évaluation repose sur l'appréciation des changements technologiques, sur l'utilisation prévue par la Société et sur les flux de trésorerie futurs estimatifs projetés non-actualisés devant découler des actifs sous-jacents. Toute dépréciation donne lieu à une baisse de valeur des actifs et à l'imputation d'une charge à l'état des résultats pendant l'exercice dans la mesure où la valeur comptable des actifs excède leur juste valeur établie, de manière générale, d'après les flux de trésorerie actualisés. L'estimation de la direction des flux de trésorerie futurs est assujettie à des risques et incertitudes. De cette manière, il est raisonnablement possible que des changements de situations puissent survenir et affecter la recouvrabilité des actifs à long terme de la Société.

ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat d'une entreprise acquise sur la juste valeur des actifs indentifiables acquis et des passifs pris en charge. L'écart d'acquisition n'est pas assujetti à l'amortissement.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Au moins une fois par exercice ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation, la Société soumet l'écart d'acquisition à un test de dépréciation qui consiste à comparer la juste valeur d'une unité d'exploitation à sa valeur comptable. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition est comptabilisée dans le résultat net dans l'exercice où cette dépréciation a été constatée.

La dépréciation est déterminée en comparant la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable de tout écart d'acquisition rattaché à une unité d'exploitation excède la juste valeur de cet écart d'acquisition, une perte de valeur est comptabilisée pour un montant égal à l'excédent de ces deux valeurs dans l'exercice où cette dépréciation a été constatée.

PROVISION POUR GARANTIES

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision.

CONSTATATION DES PRODUITS D'EXPLOITATION

La Société constate les revenus provenant de la vente de produits lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que les produits sont expédiés aux clients, que les risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés aux clients, que le recouvrement est raisonnablement assuré et que le prix de vente est déterminé ou déterminable.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés. Les frais de développement sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés à moins qu'ils respectent les critères permettant le report et l'amortissement selon les PCGR. Jusqu'à présent, la Société n'a pas reporté de frais de développement.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Société suit la méthode du report variable pour comptabiliser ses impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs et sont mesurés par application du taux d'imposition pratiquement en vigueur et des lois qui devraient être en vigueur durant les périodes où les actifs et les passifs d'impôts futurs devraient être réalisés ou réglés. Une provision pour moins-value est constituée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs ne soient pas réalisés.

CONVERSION DE DEVISES

a) Activités canadiennes

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur aux dates du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historique. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

b) Activités étrangères

Les états financiers des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company Ltd., et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportées est constaté en résultat net.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société classe ses instruments financiers en fonction de leur nature dans l'une des catégories suivantes; détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, prêts et créances et autres passifs financiers. Les actifs et passifs financiers sont initialement tous constatés à leur juste valeur sauf pour ceux issus d'une opération entre apparentés qui sont comptabilisés à la valeur comptable du cédant ou à la valeur d'échange conformément au chapitre 3840, Opérations entre apparentés, du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »).

La Société a classé ses actifs et passifs financiers de la façon suivante :

- La trésorerie est classée comme des actifs « Détenus à des fins de transaction » et est évaluée à la juste valeur et les variations de sa juste valeur est constatée dans l'état des résultats;
- Les placements à court terme et les placements sont classés comme « Disponibles à la vente » et sont évalués à la juste valeur et les gains ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation. Les investissements dans les sociétés privées sont enregistrés au coût puisque la juste valeur marchande n'est pas disponible pour de tels investissements. Si la perte latente est considérée autre que temporaire, elle est alors comptabilisée dans le résultat net de la période;
- Les débiteurs sont classés comme « Prêts et créances ». Après leur constatation initiale, ils sont comptabilisés au coût après amortissement en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif;

- Les facilités de crédit, les créditeurs et la dette à long-terme sont classés comme « Autres passifs financiers ». Après leur constatation initiale, ils sont comptabilisés au coût après amortissement en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Société a décidé de comptabiliser les coûts de transaction liés aux instruments en réduction de la valeur comptable de ces instruments financiers connexes à l'exception des frais de transaction reliés aux instruments financiers identifiés comme étant détenus à des fins de transaction qui sont comptabilisés à titre de charges lorsqu'engagés.

La juste valeur de ces instruments financiers est présentée à la Note 20.

RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

La Société a un régime de rémunération à base d'actions qui est décrit à la Note 13. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux administrateurs et aux consultants sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle d'évaluation de Black et Scholes. Toute contrepartie versée à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres. La Société constate les droits frappés d'extinction dans la période où un employé cesse d'exercer ses fonctions ou décide volontairement de le faire.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la méthode du rachat d'actions, donnant effet à l'exercice de tous les facteurs dilutifs. Selon la méthode du rachat d'actions, on présume que tous les produits qui pourraient être obtenus à l'exercice d'options et de bons de souscription serviraient à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période.

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1er mai 2009, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par le Manuel de l'ICCA :

ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS ET FONDEMENTS CONCEPTUELS DES ÉTATS FINANCIERS

En février 2008, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3064 du Manuel, Écart d'acquisition et actifs incorporels, qui remplace le chapitre 3062, Écarts d'acquisition et le chapitre 3450, Frais de recherche et de développement. L'ICCA a également modifié le chapitre 1000, Fondements conceptuels des états financiers, afin de se conformer à la nouvelle norme. Le chapitre 3064 établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation et de divulgation de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. Ce chapitre clarifie le principe voulant que les coûts puissent être uniquement reportés lorsqu'ils renvoient à un élément qui satisfait à la définition d'un actif et, par conséquent, les frais de démarrage sont passés en charge lorsqu'ils sont engagés. Les dispositions relatives à la définition et à la constatation initiale des actifs incorporels, y compris les actifs incorporels générés en interne, sont les mêmes que celles prévues à l'IAS 38, Immobilisations incorporelles, des Normes internationales d'information financière (« IFRS »). L'adoption de cette modification n'a eu aucune incidence importante sur la présentation des états financiers consolidés de la Société.

RISQUE DE CRÉDIT ET JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS ET DES PASSIFS FINANCIERS

Le 20 janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») a publié l'abrégé CPN-173, Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Cet abrégé doit être appliqué rétroactivement, sans retraitement, à tous les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels des exercices terminés à compter du 20 janvier 2009. La Société a tenu compte du consensus de l'abrégé en préparant ses états financiers du 30 avril 2010. La nouvelle exigence n'a aucune incidence sur les résultats financiers de la Société.

INSTRUMENTS FINANCIERS – INFORMATIONS À FOURNIR

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862 intitulé « Instruments financiers – informations à fournir ». Ce chapitre a été modifié afin d'apporter de nouvelles exigences en matière de divulgation d'informations financières, notamment l'obligation de présenter la classification des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser ces évaluations et l'exposition des entités au risque de liquidité. Les modifications de ce chapitre s'appliquent aux états financiers annuels des exercices se terminant le 30 septembre 2009 ou après. La Société a appliqué les modifications de cette norme dans ses états financiers annuels du 30 avril 2010. Pour ce premier exercice d'application, la Société n'est pas tenue de fournir de façon comparative les informations requises par les modifications. L'application de ces modifications n'a pas eu d'impact sur les résultats, le bilan et les flux de trésorerie de la Société. Ces modifications visent spécifiquement la divulgation de l'information à fournir et sont présentées dans la Note 20 « Instruments financiers » ci-après.

4. NOUVELLES NORMES COMPTABLES

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1er janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

4. NOUVELLES NORMES COMPTABLES (SUITE)

CONSOLIDATION DES ÉTATS FINANCIERS

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1er janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels du 30 avril 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011.

MODIFICATIONS COMPTABLES

En juin 2009, l'ICCA a publié des modifications au chapitre 1506 du Manuel, Modifications comptables. Le chapitre 1506 a été modifié afin d'exclure de son champ d'application les changements de conventions comptables lors du remplacement complet du référentiel comptable de l'entité. Ces modifications s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009. L'adoption des normes IFRS ne devrait pas être considérée comme une modification comptable en vertu du chapitre 1506.

CPN-175 - ACCORDS DE PRESTATIONS MULTIPLES GÉNÉRATEURS DE PRODUITS

En décembre 2009, l'ICCA a publié le CPN-175, Accords de prestations multiples générateurs de produits, qui remplace le CPN-142, Accords de prestations multiples générateurs de produits. Cet abrégé a été modifié afin de : (1) fournir des directives mises à jour permettant de déterminer s'il y a présence de prestations multiples, si les prestations devraient être séparée et la contrepartie attribuée; (2) exiger, dans le cas où un fournisseur ne dispose pas d'une preuve objective émanant du fournisseur (ci-après appelée preuve interne) ou d'une preuve émanant d'un tiers (ci-après appelée preuve externe), que l'entité attribue le produit d'un accord en se fondant sur sa meilleure estimation de la méthode du prix de vente relatif; (3) éliminer l'utilisation de la méthode du montant résiduel et exiger d'une entité d'allouer ses revenus en utilisant la méthode du prix de vente relatif; et (4) exiger d'étendre les informations qualitatives et quantitatives à fournir à l'égard des jugements importants faits dans le cadre de l'application de cette directive. Les modifications comptables présentées dans le CPN-175 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. L'adoption peut être faite de manière prospective ou par application rétrospective. Si l'on opte pour l'adoption anticipée de l'abrégé, au cours d'une période autre que la première période de l'exercice, les dispositions de l'abrégé devraient être appliquées rétroactivement à compter du début de l'exercice de la Société. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence future de ces modifications sur ses états financiers et elle n'a pas encore décidé d'un échéancier et d'une méthode d'adoption.

5. AUTRES DÉBITEURS

	2010 \$	2009 \$
Taxes à la consommation à recevoir	247	115
Divers	41	11
	288	126

6. STOCKS

	2010 \$	2009 \$
Matières premières et composantes acquises	3 206	5 343
Produits en cours	1 600	1 946
Produits finis	641	799
	5 447	8 088

Le montant des stocks compris dans le coût des ventes s'élève à 14 138 000 \$ (2009 – 22 985 000 \$). Au cours de l'exercice, la Société a enregistré une dépréciation des stocks au montant de 331 000 \$ (2009 – 714 000 \$).

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Au 30 avril 2010	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$
Matériel et outillage	13 933	10 804	3 129
Terrain et bâtiments	975	406	569
Améliorations locatives	590	304	286
Mobilier et agencements	1 893	1 679	214
Outils et matrices	349	171	178
Matériel informatique	1 243	1 109	134
	18 983	14 473	4 510

Au 30 avril 2009	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$
Matériel et outillage	14 367	10 535	3 832
Terrain et bâtiments	975	382	593
Améliorations locatives	552	197	355
Mobilier et agencements	1 927	1 643	284
Outils et matrices	539	311	228
Matériel informatique	1 283	1 088	195
Automobiles	46	40	6
	19 689	14 196	5 493

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des immobilisations corporelles selon le plan stratégique de la Société et le contexte commercial dans lequel elle évolue. Au cours de l'exercice, la Société a déterminé que la valeur comptable de certains actifs composés principalement de matériel, outillage, mobilier et agencements n'avaient plus aucune valeur. En conséquence, les immobilisations corporelles avec une valeur comptable de 34 000 \$ (2009 – 431 000 \$) ont été radiées. Au cours de l'exercice, un gain à la cession d'immobilisations corporelles de 26 000 \$ (2009 – une perte de 39 000 \$) a été comptabilisé.

8. ACTIFS INCORPORELS

Au 30 avril 2010	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$
Logiciels	4 099	3 825	274
Technologies brevetées, brevets en instance d'homologation et marques de commerce	1 968	616	1 352
Technologies non brevetées	1 891	1 755	136
	7 958	6 196	1 762

Au 30 avril 2009	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$
Logiciels	4 117	3 733	384
Technologies brevetées, brevets en instance d'homologation et marques de commerce	2 324	387	1 937
Technologies non brevetées	1 891	1 473	418
Liste de clients	7 314	6 790	524
	15 646	12 383	3 263

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable du portefeuille d'actifs incorporels quand elle décèle un signe de baisse de valeur. Durant l'exercice, la Société a déterminé que la baisse de la valeur boursière de la Société représente un événement significatif qui laisse croire que certains actifs incorporels pourraient ne plus avoir de valeur. La direction a effectué un test de dépréciation en date du 30 avril 2010 en se basant sur une analyse des coûts pour évaluer la juste valeur. L'évaluation a été effectuée par un évaluateur indépendant. Suite à l'analyse, la Société a conclu que la valeur comptable de certains actifs incorporels résultant de l'acquisition de Keragis n'avait plus aucune valeur. En conséquence, la liste des clients avec une valeur comptable de 369 000 \$ et les technologies brevetées avec une valeur comptable de 355 000 \$ ont été dépréciées. En 2009, une dépréciation de 50 000 \$ de la valeur de ses marques de commerce a été comptabilisée.

9. ÉCART D'ACQUISITION

Le test annuel de dépréciation de la valeur de l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition Keragis a été effectué le 30 avril 2010. Suite à une évaluation indépendante, une dépréciation de 1 991 000 \$ (2009 1 607 000 \$) a été comptabilisée.

10. PLACEMENTS

	2010	2009
Actions ordinaires d'une société privée	25	25

Le coût du placement s'élevait à 750 000 \$. En 2008, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 725 000 \$.

11. FACILITÉ DE CRÉDIT

a) Le 2 mars 2010, la Société a conclu une entente de gestion de prêts sur les créditeurs avec une institution financière canadienne pour la mise en place d'une ligne de crédit d'exploitation.

La facilité de crédit permet un montant d'emprunt maximal total égal au moindre des montants suivants :

- i. 2,5 millions \$
- ii. 85% des créances admissibles.

Au 30 avril 2010, la capacité d'emprunt de la Société était de 1 159 000 \$ sur laquelle 733 000 \$ avait été utilisée. La facilité de crédit porte intérêt au taux préférentiel applicable de l'institution financière majoré de 2,5%. Le taux effectif d'intérêt pour l'exercice terminé le 30 avril 2010 était de 6,5%.

La facilité de crédit est garantie par une hypothèque mobilière d'un montant de 3,25 millions \$ sur les actifs de la Société ayant le premier rang sur les débiteurs (d'une valeur comptable de 3 383 000 \$ au 30 avril 2010) et les stocks (d'une valeur comptable de 4 107 000 \$ au 30 avril 2010) et un rang inférieur sur tous les autres actifs. La facilité de crédit a une date d'expiration d'un an avec une période de renouvellement automatique d'un an à chaque année.

b) Au 30 avril, 2010 la Société avait des facilités de crédit disponibles auprès d'une banque à charte canadienne pour ses cartes de crédit d'un montant de 55 000 \$ et pour une lettre de garantie de 100 000 \$ envers un bailleur pour des passifs éventuels. Ces facilités de crédit sont des obligations à court terme et sont remboursables sur demande. Les taux d'intérêt sur les facilités pour les cartes de crédits sont les taux et frais usuels alors que la lettre de crédit porte un taux d'intérêt de 1,5% (2009 – 1,5%). La Société a fourni des sûretés en grevant des dépôts de placement à court-terme au montant de 175 000 \$ inscrits comme placements à court terme. Au 30 avril 2010, il n'y avait pas d'emprunt sur les facilités de crédit disponibles (2009 - néant).

12. DETTE À LONG TERME

	2010 \$	2009 \$
a) Débentures convertibles portent intérêt à 10% et remboursées en octobre 2009	–	1 215
b) Débentures convertibles portent intérêt à 12% et venant à échéance en octobre 2011	1 157	–
	1 157	1 215
Moins : tranche échéant à moins d'un an	–	1 215
	1 157	–

DÉBENTURES CONVERTIBLES

En octobre 2009, la Société a émis des débentures convertibles non-garanties d'une valeur de 1,9 millions \$ (« débentures convertibles »). Des frais d'émission de 179 000 \$ ont été encourus et sont présentés en diminution de la dette à long terme et de certaines composantes des capitaux propres. Les débentures convertibles portent intérêts au taux de 12%, payable trimestriellement, viennent à échéance en octobre 2011 et sont de même rang que toutes autres dettes de la Société à l'exception des facilités de crédit. Les détenteurs de débentures convertibles peuvent convertir la valeur à l'émission de ces débentures convertibles en actions ordinaires au prix défini de 0,06 \$ par action ordinaire, en tout temps pendant une période de deux ans. Les intérêts payés sur les débentures convertibles sur le terme de deux ans, totaliseront 445 000 \$ si les débentures convertibles se rendent à maturité. Sujet à l'approbation des autorités règlementaires, les intérêts courus, à la demande des détenteurs de débentures convertibles, peuvent être payés en actions ordinaires calculés en fonction de leur valeur équivalente en utilisant les mêmes conditions que celles en vigueur pour la conversion des débentures. Au 30 avril 2010, la valeur nominale des débentures convertibles s'établissait à 1 857 000 \$.

Conformément aux PCGR du Canada, les débetures convertibles sont comptabilisées selon leur substance et présentées selon leurs composantes de dette à long terme et des capitaux propres. La juste valeur de l'option de conversion associée à la débenture à la date d'émission, la composante des capitaux propres, a été évaluée en utilisant le modèle de Black et Scholes en prenant en compte une durée de vie prévue de 2 ans, une juste valeur des actions ordinaires à la date de l'émission de 0,05 \$, un taux de rendement de l'action nul, une volatilité de 111%, un taux d'intérêt sans risque de 1,26% résultant en une valeur estimée de 827 000 \$ à la date d'émission. Selon la méthode de la juste valeur relative, la composante résiduelle des débetures convertibles, la composante de la dette à long terme, a été évaluée à 1 029 000 \$, soit la différence entre la valeur nominale de la dette et la valeur de la composante des capitaux propres. La composante de dette à long terme est augmentée à sa valeur nominale par la constatation d'une charge dans les résultats tout au long de sa durée selon la méthode du taux d'intérêt effectif résultant en un taux d'intérêt effectif de 31,1%.

13. CAPITAL ACTIONS

AUTORISÉ

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les modalités peuvent être déterminées par le Conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires.

ACTIONS ORDINAIRES ÉMISES ET EN CIRCULATION

Le capital-actions émis et en circulation est présenté dans les états consolidés des capitaux propres.

BONS DE SOUSCRIPTION

Le nombre de bons de souscription en circulation s'établit comme suit :

Prix d'exercice	Date d'expiration	Au 30 avril 2010 #(000)	Date d'expiration	Au 30 avril 2009 # (000)
0,10 \$	Le 30 octobre 2010	4 651	Le 30 octobre 2009	4 651
0,18 \$	—	—	Le 17 octobre 2009	13 888
0,22 \$	Le 30 octobre 2010	18 952	Le 30 octobre 2009	19 290
	23 603			37 829

Durant l'exercice, la Société a décidé de proroger la date d'expiration de 4 651 000 bons de souscription jusqu'au 30 octobre 2010 ainsi que de proroger celle de 18 952 279 bons de souscription d'une période additionnelle de 12 mois. Cette modification n'a eu aucun effet sur la valeur des bons de souscriptions. La Société peut forcer l'exercice de 18 952 279 bons de souscription venant à échéance le 30 octobre 2010 si le cours de clôture de ses actions ordinaires est égal ou supérieur à 0,35 \$ sur une période de 20 jours de négociations consécutifs en Bourse. Le montant du produit brut additionnel s'élèverait à 4,2 millions \$.

PERTE PAR ACTION

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires s'établit comme suit:

	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	220 666 756	220 658 990
Incidence dilutive des options d'achat d'actions, des bons de souscription et des débetures convertibles, montant net	—	74 899
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué en circulation	220 666 756	220 733 889

Pour les exercices terminés les 30 avril 2010 et 2009, l'incidence dilutive potentielle sur le résultat par action ordinaire est de 68 129 662 (2009 – 62 973 385) relativement aux options d'achat d'actions, des bons de souscription et des débetures convertibles pouvant potentiellement être exercés n'était pas incluse dans le calcul de la perte par action puisque leur effet était antidilutif.

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») à l'intention des employés clés, des administrateurs et des dirigeants de la Société. Le nombre d'actions ordinaires attribuées à un titulaire et la période d'acquisition, habituellement d'au plus cinq ans, sont déterminés à la discrétion du Conseil d'administration.

Le prix d'exercice de toute option attribuée en vertu du régime est fixé par le Conseil d'administration au moment de l'attribution, d'après le cours de clôture de l'action ordinaire. La durée d'une option ne peut dépasser dix ans à partir de la date d'attribution. Les options sont incessibles et ne peuvent être exercées que si le titulaire est un employé, un administrateur ou un dirigeant de la Société.

Au 30 avril 2010, 4 691 250 (2009 – 5 181 950) options étaient disponibles aux fins d'attribution en vertu du régime.

13. CAPITAL ACTIONS (SUITE)

Les changements apportés au nombre d'options sur actions en circulation attribuées par la Société et à leur prix d'exercice moyen pondéré sont comme suit :

	Au 30 avril 2010		Au 30 avril 2009	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde au début de l'exercice	14 818 050	0,19	14 533 950	0,25
Variation au cours de l'exercice :				
Attribuées	500 000	0,07	1 380 000	0,07
Frappées d'extinction	—	—	(527 900)	0,31
Échues	(9 300)	4,51	(568 000)	1,36
Solde à la fin de l'exercice	15 308 750	0,18	14 818 050	0,19
Options exerçables à la fin de l'exercice	13 578 050	0,19	10 770 000	0,21

La juste valeur moyenne pondérée à la date de l'attribution des options sur actions en 2010 était de 0,07 \$ (2009 – 0,07 \$).

La juste valeur des options attribuées a été calculée au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes en prenant en compte une moyenne pondérée de volatilité de 105% (2009 –98%), un taux d'intérêt sans risque de 2,7% (2009 – 2,4%), un taux de rendement de l'action nul et une durée de vie prévue de l'option de cinq ans.

Les informations supplémentaires sur les options d'achat d'actions en cours au 30 avril 2010 sont comme suit :

Prix d'exercice	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Options en cours		Options exerçables	
			Nombre moyen pondéré d'années avant l'échéance	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	
0,07 \$ à 0,10 \$	1 840 000	0,07	7,5	1 336 000	0,07	
0,11 \$ à 0,16 \$	6 623 000	0,14	7,0	5 798 800	0,14	
0,17 \$ à 0,25 \$	6 255 000	0,17	6,6	5 852 500	0,17	
0,26 \$ à 0,39 \$	286 000	0,33	5,1	286 000	0,33	
0,80 \$ à 1,20 \$	35 000	0,80	2,7	35 000	0,80	
1,21 \$ à 1,80 \$	100 000	1,61	3,9	100 000	1,61	
1,81 \$ à 2,71 \$	138 250	1,91	3,2	138 250	1,91	
2,72 \$ à 3,75 \$	31 500	3,45	1,6	31 500	3,45	
	15 308 750	0,18	6,8	13 578 050	0,19	

La charge totale de rémunération à base d'actions de l'exercice constatée aux états consolidés des résultats s'élevait à 193 000 \$ (2009 – 607 000 \$) pour l'exercice.

14. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET AIDE GOUVERNEMENTALE

a) Les principales composantes de la charge d'impôts (recouvrement) sur les bénéfices se composent des éléments suivants :

	2010 \$	2009 \$
Exigible		
Charge d'impôts sur les bénéfices avant ce qui suit :	—	665
Avantage d'une exonération fiscale temporaire dans un pays étranger	—	(665)
Charge d'impôts	—	—
Futur		
Effet de la comptabilisation de l'avantage liée aux pertes	—	(640)
Ajustement d'impôts lié aux pertes	125	—
Charge (recouvrement) d'impôts futurs	125	(640)

b) La charge (le recouvrement) d'impôts sur les bénéfices présentées diffère du montant calculé par l'application des taux d'imposition canadiens au bénéfice avant impôts sur les bénéfices. Les facteurs inhérents à ces écarts et l'incidence fiscale connexe s'établissent comme suit :

	2010 \$	2009 \$
Perte avant impôts sur les bénéfices	(11 322)	(5 248)
Taux d'imposition canadien prévu par la loi	30,57%	30,90%
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices prévu	(3 461)	(1 622)
Ajustements		
Incidence fiscale de la rémunération à base d'actions non déductible	59	188
Incidence fiscale des écarts permanents	922	1 030
Incidence fiscale de l'amortissement des actifs incorporels non déductible	22	36
Différence du taux d'imposition d'une filiale étrangère	332	(282)
Crédits d'impôt et autres montants non imposables au Québec	(24)	(15)
Modification de la provision pour moins-value	2 275	690
Avantage d'une exonération fiscale temporaire dans un pays étranger	—	(665)
Charge (recouvrement) d'impôts	125	(640)

14. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET AIDE GOUVERNEMENTALE (SUITE)

c) L'incidence fiscale des écarts temporaires et des pertes d'exploitation nettes qui entraînent des actifs et des passifs d'impôts futurs s'établit comme suit :

	2010 \$	2009 \$
Passifs d'impôts futurs		
Valeur comptable des immobilisations en sus de la valeur fiscale	14	19
Écarts temporaires liés aux actifs incorporels de l'acquisition d'entreprise	—	359
Total des passifs d'impôts futurs	14	378
Actifs d'impôts futurs		
Report en avant de pertes d'exploitation nettes	10 315	9 092
Report prospectif de dépenses de recherche et de développement	6 251	5 562
Valeur fiscale des immobilisations en sus de la valeur comptable	3 492	3 244
Valeur latente de la perte en capital sur dévaluation des placements	1 683	1 683
Frais d'émission d'actions et autres	318	589
Total des actifs d'impôts futurs	22 059	20 170
Provision pour moins-value	(22 045)	(19 667)
Total des actifs d'impôts futurs	14	503
Actifs d'impôts futurs nets	—	125

La Société a des dépenses de recherche et de développement au Fédéral (Canada) d'environ 20 500 000 \$ et de 28 800 000 \$ au Provincial (2009 – 18 500 000 \$ et 23 350 000 \$ respectivement). Ces dépenses peuvent être utilisées pour réduire le bénéfice imposable et peuvent être reportées indéfiniment. La Société a des reports prospectifs de pertes d'environ 33 539 000 \$ au Fédéral (Canada), et de 32 199 000 \$ au Provincial. La Société a des reports prospectifs de pertes aux États-Unis d'environ 3 251 000 \$ au niveau fédéral et de 3 193 000 \$ au niveau de l'état. La Société a des reports de pertes de 1 443 000 \$ en Chine. Ces pertes expirent en fonction du tableau de la page suivante :

Année d'expiration	Fédéral (Canada) \$	Provincial (Canada) \$	Chine \$	Fédéral (États-Unis) \$	État (États-Unis) \$
2011	—	—	—	—	1
2012	—	—	—	—	15
2013	—	—	—	—	41
2014	1 504	1 274	—	—	—
2015	6 775	6 775	1 443	—	90
2017	—	—	—	—	1 015
2018	—	—	—	—	425
2025	—	—	—	7	—
2026	8 080	8 310	—	—	—
2027	9 080	8 436	—	1 067	—
2028	5 368	4 976	—	460	—
2029	—	—	—	935	882
2030	2 732	2 428	—	782	724
	33 539	32 199	1 443	3 251	3 193

De plus, la Société a des pertes en capital déductibles au Canada d'environ 20 300 000 \$ (2009 – 20 500 000 \$) qui n'ont pas été constatées dans les actifs d'impôts futurs décrits ci-dessus. La Société a également des crédits d'impôts à l'investissement non constatés d'environ 5 500 000 \$ (2009 – 4 500 000 \$), qui expirent au cours des exercices 2021 à 2030.

Année d'expiration	\$
2021	1 082
2022	1 110
2023	472
2024	485
2025	413
2026	578
2027	657
2028	184
2029	364
2030	127
	5 472

La Société a fait l'objet d'une vérification par l'Agence du revenu du Canada (« ARC ») relativement au service de prestation de recherche et de développement par une filiale américaine de la Société en 2001 et 2002 pour le bénéfice de la Société. La Société a fait également l'objet d'une vérification par l'ARC, pour les exercices d'imposition 1999 à 2004 relativement aux intérêts théoriques sur les prêts consentis à des filiales étrangères. En 2008, la Société a reçu des avis de cotisation de l'ARC.

Suite à sa vérification en avril 2009, l'ARC a émis un avis de cotisation pour les exercices financiers 2003 et 2004 à la Société. Ces avis de cotisation concernent principalement les services de R&D fournis par une filiale américaine de la Société pour le bénéfice de la Société ainsi que des honoraires de gestion fournis par la Société à certaines de ses filiales.

Ces différends font l'objet de discussions avec l'ARC, et la Société est d'avis qu'elle a constitué toutes les provisions nécessaires à cet égard en utilisant les crédits d'impôts à l'investissement et en réduisant les actifs d'impôts futurs liés aux pertes d'exploitation et aux dépenses de recherche et de développement reportées. Cependant, la Société doute du bien-fondé de certaines modifications exigées et a déposée des avis d'opposition auprès de l'ARC. L'issue de ces différends pourrait donner lieu à un ajustement important des montants comptabilisés.

AIDE GOUVERNEMENTALE

La Société a engagé des dépenses de recherche et de développement, dont certaines donnent droit à des crédits d'impôt à l'investissement remboursables. Les crédits d'impôt à l'investissement comptabilisés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouverts et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales; ces montants pourraient donc varier. Un montant de 565 000 \$ (2009 – 323 000 \$) a été enregistré à la fin de l'exercice à titre d'impôts sur les bénéfices à recevoir. Les crédits d'impôts à l'investissement qui ont été portés en réduction des frais de recherche et développement s'élevaient à 200 000 \$ (2009 – 125 000 \$).

15. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- a) La Société et ses filiales se sont engagées en vertu de contrats de location-exploitation à louer des propriétés et du matériel. Les paiements minimums annuels futurs en vertu des contrats de location s'établissent comme suit :

	\$
2011	418
2012	349
2013	138
	905

- b) Le Conseil d'administration a mandaté son président exécutif du conseil à explorer au nom de la Société différentes opportunités de fusion et d'acquisition et de solliciter activement les sources de financement s'y rattachant. Le conseil a donné son accord verbal à fin de rémunérer le président exécutif du conseil en fonction des résultats de ces initiatives. Au cours de l'exercice se terminant le 30 avril 2010, des frais de consultation d'un montant de 167 000 \$ (2009 – 37 500 \$) ont été payés à une société contrôlée par le président exécutif du conseil d'administration. Cette transaction a été réalisée dans le cours normal des affaires et a été mesurée à la valeur d'échange définie comme étant la valeur établie entre les parties.
- c) La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités et a enregistré une provision dans certaines circonstances. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

16. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

a) États consolidés des flux trésorerie

Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation :

	2010 \$	2009 \$
Débiteurs et autres débiteurs	(338)	4 949
Créditeurs et charges à payer	405	(5 652)
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	(57)	516
Stocks	2 641	671
Charges payées d'avance et autres actifs	136	(49)
	2 787	435
Intérêts payés	370	179

b) États consolidés des résultats

	2010 \$	2009 \$
L'amortissement des immobilisations corporelles est compris dans les éléments suivants :		
Coût des ventes	815	766
Frais de vente et d'administration et frais de recherche et de développement	116	230
	931	996
L'amortissement des actifs incorporels est compris dans les éléments suivants :		
Coût des ventes	9	10
Frais de recherche et de développement	17	59
Frais de vente et d'administration	757	941
	783	1,010

17. INFORMATIONS SECTORIELLES

a) Informations sectorielles utilisées par la direction

La direction a organisé la Société en la divisant en deux secteurs d'activités principaux aux fins de la prise de décisions touchant l'exploitation et l'évaluation de rendement. Ces secteurs d'activités sont les télécommunications (« Télécommunications ») auparavant appelé secteur « sans-fil », et les communications par satellite et terrestres (« Satellites »). La Société exerce actuellement ses activités au Canada, en Chine et aux États-Unis.

Le secteur des Télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires.

Le secteur Satellites participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les stations terrestres de relais par satellites.

La direction évalue le rendement des secteurs d'après le bénéfice brut, car les autres charges ne peuvent être imputées à des secteurs distincts. En outre, les secteurs partagent des stocks et certaines immobilisations.

Les informations pour chaque secteur pour les exercices terminés les 30 avril sont les suivants :

	Télécom- munications		Satellites		Total consolidé	
	2010 \$	2009 \$	2010 \$	2009 \$	2010 \$	2009 \$
Chiffre d'affaires	7 378	19 774	18 046	20 574	25 424	40 348
Coût des ventes	7 585	16 900	14 171	14 936	21 756	31 836
Bénéfice brut	(207)	2 874	3 875	5 638	3 668	8 512
Charges					14 990	13 760
Charge (recouvrement) d'impôts					125	(640)
Perte nette de l'exercice					(11 447)	(4 608)

La charge (le recouvrement) d'impôts est attribuable au secteur Satellites.

La ventilation des actifs par secteur d'activité s'établit comme suit :

	Au 30 avril 2010		
	Télécom- munications \$	Satellites \$	Total \$
Actif à court terme	4 213	7 966	12 179
Actif à long terme	1 795	4 477	6 272
	6 008	12 443	18 451
Autres			2 253
Total			20 704

	Au 30 avril 2009		
	Télécom- munications \$	Satellites \$	Total \$
Actif à court terme	5 739	10 351	16 090
Actif à long terme	2 666	8 207	10 873
	8 405	18 558	26 963
Autres			3 358
Total			30 321

17. INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)

La ventilation des immobilisations corporelles par secteur d'activité s'établit comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2010 \$	2009 \$	2010 \$	2009 \$	2010 \$	2009 \$
Immobilisations corporelles	1 388	1 882	3 122	3 611	4 510	5 493
Additions	76	347	90	439	166	786
Amortissement	447	554	484	442	931	996
Gain (perte) à la cession	25	(39)	1	—	26	(39)
Dépréciation d'immobilisations corporelles	(30)	(397)	(4)	(34)	(34)	(431)

La ventilation des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition par secteur d'activité s'établit comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2010 \$	2009 \$	2010 \$	2009 \$	2010 \$	2009 \$
Actifs incorporels et écart d'acquisition	407	784	1 481	4 470	1 888	5 254
Additions	(10)	(3)	—	—	(10)	(3)
Amortissement	384	193	399	817	783	1 010
Dépréciation d'immobilisations incorporelles et écart d'acquisition	—	(50)	(2 715)	(1 607)	(2 715)	(1 657)

b) Informations sur la Société

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

	2010 \$	2009 \$
Canada	1 595	1 198
États-Unis	10 780	13 805
Europe	5 471	6 730
Asie	3 704	13 242
Autres	3 874	5 373
	25 424	40 348

Les tableaux suivants représentent le chiffre d'affaires, les actifs, les immobilisations corporelles, les actifs incorporels et l'écart d'acquisition selon la région de production géographique.

	2010	2009
	\$	\$
Chiffres d'affaires		
Canada	19 027	21 231
États-Unis	1 596	1 605
Chine	6 206	18 916
Inter-pays	(1 405)	(1 404)
	25 424	40 348
Actifs		
Canada	15 039	22 778
États-Unis	891	948
Chine	4 774	6 595
	20 704	30 321
Immobilisations corporelles, écart d'acquisition et actifs incorporels		
Canada	5 008	9 065
Chine	1 067	1 445
États-Unis	197	237
	6 272	10 747

18. CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières se composent de ce qui suit:

	2010	2009
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	—	18
Intérêts sur débetures convertibles	258	140
Charge de désactualisation du passif à long terme	448	636
Frais bancaires et autres frais	139	89
Revenus d'intérêts	(11)	(30)
	834	853

19. GESTION DU CAPITAL

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux contrats de location acquisition.

Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

Le capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres qui comprennent le capital-actions et n'a pas d'exigences externes. La Société n'a pas modifié sa politique de gestion du capital durant l'exercice.

	2010	2009
	\$	\$
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	1 157	1 215
Capitaux propres	12 753	23 657
	13 910	24 872

20. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La classification des instruments financiers ainsi que leurs valeurs comptables et leurs justes valeurs respectives au 30 avril 2010 et au 30 avril 2009 se présente comme suit:

	2010 \$	2009 \$
Détenu à des fins de transaction (à la juste valeur)		
Trésorerie	1 886	4 485
Disponible à la vente (à la juste valeur)		
Placements à court terme	181	181
Placements dans une société privée	s/o	s/o
Prêts et créances et autres passifs financiers (coût après amortissement)		
Débiteurs	5 732	5 592
Facilités de crédit	733	—
Créditeurs	3 687	2 643
Dettes à long-terme incluant les débetures convertibles	1 157	1 215

JUSTE VALEUR

La juste valeur correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes fondée sur des prix cotés sur des marchés actifs, pour des instruments financiers ayant les mêmes risques, le même capital, et ayant les mêmes échéances. Les estimations de juste valeur sont fondées sur la valeur actualisée et sur le résultat de méthodes d'évaluation utilisant les taux qui reflètent ceux que la Société pourrait réaliser présentement sur les marchés pour des instruments financiers ayant les mêmes termes, conditions et dates d'échéance.

Les instruments financiers de la Société comprennent la trésorerie, les placements à court-terme, les débiteurs, les placements, les facilités de crédit, les créditeurs et la dette à long-terme incluant les débetures convertibles.

La juste valeur des placements à court-terme et des investissements est fondée sur des prix cotés sur des marchés actifs lorsqu'ils sont disponibles.

La juste valeur des débiteurs, de la facilité de crédit et des créditeurs est approximativement égale à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long-terme incluant les débetures convertibles est une estimation fondée sur la valeur du marché pour des instruments financiers portant des taux d'intérêt similaires et ayant des termes et niveaux de risques semblables. Leur valeur comptable se rapproche de leur juste valeur. La valeur comptable des débetures convertibles est frappée d'une charge de désactualisation pendant la durée de la débeture jusqu'à sa valeur nominale afin de refléter, à l'échéance, le montant payable et le montant payable échéant à moins d'un an.

Le tableau suivant fournit une analyse des instruments financiers qui sont évalués à leur juste valeur, regroupée entre les niveaux 1 à 3, basé sur la mesure selon laquelle la juste valeur est observable :

- **Niveau 1 :** évaluation de la juste valeur fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;
- **Niveau 2 :** évaluation de la juste valeur fondée sur des données autres que les prix cotés inclus au Niveau 1, qui sont observables directement (ex. prix) ou indirectement (ex. découlant du prix) pour les actifs et passifs en question; et
- **Niveau 3:** évaluation de la juste valeur basée sur des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Au 30 avril 2010, la Société a classifié la trésorerie qui est évaluée à la juste valeur de Niveau 1 sous « Détenu à des fins de transaction » et les placements à court terme sont aussi évalués à la juste valeur de Niveau 1 et sous « Disponible à la vente ». Il n'y a pas eu de changements entre les niveaux durant l'exercice.

21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à certains risques d'ordre financier, notamment les risques liés au crédit, aux liquidités, aux taux de change et taux d'intérêt. Il n'y a eu aucun changement dans l'exposition au risque et dans ses objectifs, politiques et procédures de gestion par rapport à l'exercice précédent.

FACTEURS DE RISQUE

Le programme de gestion des risques de la Société cherche à minimiser les effets potentiellement négatifs de ces risques sur la performance financière de la Société et ultimement la valeur pour ses actionnaires. La Société gère ses risques et son exposition aux risques par une combinaison de pratiques commerciales loyales, des instruments dérivés, un système de contrôles internes et un système de contrôles sur les informations à fournir.

RISQUE DE CRÉDIT

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie, ses placements à court terme, ses débiteurs et sur ses autres débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou leur valeur nominale de la valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

La société enregistre une dépréciation de valeur sur ses créances séparément des créances brutes. Les mouvements sur le compte de provision pour créances douteuses au cours de l'exercice s'établissent comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Provision pour créances douteuses au début de l'exercice	270	204
Augmentation de la provision	8	212
Radiation enregistrée contre la provision	(214)	(146)
	64	270

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Aucun client ne représentait plus de 10% du chiffre d'affaires de l'exercice terminé le 30 avril 2010 et deux clients représentaient 36% des débiteurs au 30 avril 2010 (en 2009, deux clients représentaient 42% du chiffre d'affaires et 27% des débiteurs au 30 avril 2009). Pour l'exercice terminé le 30 avril 2010, les deux mêmes clients (2009 – deux) représentaient 47% des ventes dans le secteur télécommunications (2009 –86%).

Au 30 avril 2010, l'âge des débiteurs se détaillait comme suit :

	\$
Courant	4 527
31 - 60 jours	754
Plus de 61 jours	515
Débiteurs	5 796
Moins: provision pour créances douteuses	(64)
	5 732

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'opérations et des dépenses en immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et ainsi que ses pertes d'opérations principalement par une opération de placement de titres.

Au 30 avril 2010, la Société disposait d'un fonds de roulement de 7 613 000 \$ (2009 - 12 760 000 \$). La Société a de la trésorerie et un fond de roulement suffisants pour s'acquitter de ses obligations financières. Les créiteurs et charges à payer viennent tous à échéance à l'intérieur de l'exercice courant. Le 2 mars 2010, la Société a approuvé les termes et conditions d'un financement de ses créances au montant de 2,5 millions \$, pouvant être augmenté jusqu'à 5 millions \$ à sa convenance et sous certains termes et conditions, d'une firme canadienne de financement spécialisée dans le domaine des entreprises de petite et moyenne envergure en phase de croissance. Cette facilité, qui demeure sujet aux conditions usuelles, est utilisée afin de supporter les besoins en fonds de roulement et au financement de la croissance de la Société. Au 30 avril 2010, 733 000 \$ (2009 – néant) ont été utilisés de la facilité de crédit.

21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société :

	Moins d'un an	2 ans	3 ans	Plus de 4 ans	Total
Facilité de crédit	733	—	—	—	733
Créditeurs	3 687	—	—	—	3 687
Déventures convertibles	—	1 857	—	—	1 857
Contrats de location-exploitation	418	349	138	—	905
	4 838	2 206	138	—	7 182

RISQUE DU TAUX DE CHANGE

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société utilise quelques contrats de change afin de diminuer son exposition face à un risque de fluctuations des devises étrangères pour laquelle elle n'a pas choisi d'utiliser la comptabilité de couverture. Au 30 avril 2010, la Société détenait divers contrats de change avec des valeurs nominales comprises entre 100 000 \$ à 200 000 \$, des prix de levée compris entre 0,975 à 1,095 et des dates d'expiration compris entre le 24 mai 2010 et le 10 septembre 2010 pour une valeur totale de 900 000 \$. Les gains latents se rapportant à ces contrats inclus dans l'état des résultats et du résultat étendu du 30 avril 2010 étaient de 20 797 \$.

Au 30 avril 2010, la Société était exposé à un risque de change par le biais de sa trésorerie, ses débiteurs, créditeurs et les charges à payer libellés en dollars américains et en yuan chinois (RMB) et pour lesquels la valeur équivalente en dollars canadiens est comme suit :

	RMB	Au 30 avril 2010 US\$
Trésorerie	197	1 324
Débiteurs	2 071	3 566
Créditeurs et charges à payer	1 528	1 365

Selon les éléments susmentionnés au 30 avril 2010, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes et en se basant sur une exposition nette de la variation de change, une augmentation ou une diminution de 10% de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan chinois entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 426 000 \$ / (426 000 \$).

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financiers variera en fonction de changements aux taux d'intérêts du marché. La Société est exposée à de telles variations puisque sa facilité de crédit considère un taux d'intérêt variable. En considérant la facilité de crédit au 30 avril 2010, une variation de 1% de la valeur du taux d'intérêt entraînerait une augmentation diminution du profit net et du résultat étendu de 7 000 \$ / (7 000 \$). La Société n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt sur sa dette à long terme compte tenu que le taux d'intérêt est fixe.

22. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 2009 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour 2010.

INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

ADMINISTRATEURS :

Jeffrey A. Mandel

Président exécutif du conseil d'administration, Mitec Telecom Inc.
Président, AMR Securities Services Inc.

Robert Boisjoli

Président, Atwater Financial Group

Hubert R. Marleau

Directeur général, Palos Capital Corporation

David B. Parkes

Président, David B. Parkes & Associates

Daniel Piergentili

Président et Chef de la direction, Mitec Telecom Inc.

Charles R. Spector

Associé, Fraser Milner Casgrain S.E.N.C.R.L.

ÉQUIPE DE DIRECTION :

Daniel Piergentili

Président et Chef de la direction

Bruno Dumais

Vice-président, finances et Chef de la direction financière

RENSEIGNEMENTS POUR LES INVESTISSEURS :

Vérificateurs :

BDO Canada s.r.l.

Avocats-conseil :

Fraser Milner Casgrain S.E.N.C.R.L.

Agent des transferts et d'inscription :

Compagnie Trust CIBC Mellon

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE :

MARDI, LE 20 OCTOBRE 2009, 11 h

Holiday Inn Express & Suites Montreal Airport

Merchants Villa Room
10888 Côte-de-Liesse
Dorval (Québec) H8T 1A6

SYMBOLE BOURSIER :

MTM

INSCRIPTION DU TITRE :

Bourse de Toronto

FIN D'EXERCICE :

Le 30 avril 2010

ACTIONS EN CIRCULATION :

220 666 756 au 30 avril 2010

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS :

Jeffrey A. Mandel

Directeur, relations corporatives avec les investisseurs
Tel: (514) 694-9000
jeffrey.mandel@mitectelecom.com

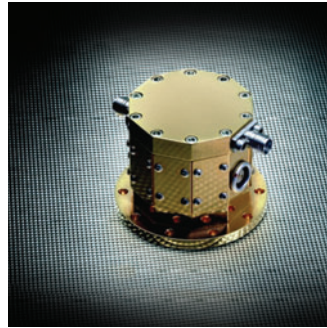
SIÈGE SOCIAL :

3299 Jean-Baptiste-Deschamps
Lachine (Québec) H8T 3E4
Canada

T: 1.514.694.9000

F: 1.514.630.8600

www.mitectelecom.com



VOTRE EXPÉRIENCE QUOTIDIENNE. DYNAMISÉE PAR MITEC.

Chaque jour, Mitec prend part à la vie de millions de personnes dans le monde entier. Nos produits et nos solutions sont des éléments essentiels des réseaux qui permettent aux utilisateurs d'établir des communications mobiles, de regarder la télévision ou de naviguer sur Internet.

www.mitectelecom.com